page 13 à 20
DOSSIER CORSE

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL 3 F

No 48 - du 7 au 21 février 1979

SUPPLEMENT A L'HUMANITE ROUGE No 1 025



Emplois Bretagne

ALERTE SUR L'ELECTRONIQUE



Reportage

L'ANGLETERRE A L'HEURE DU REFUS



TV

«Holocauste» arrive

APRES L'ALLEMAGNE LA FRANCE

Courrier des lecteurs



Pourquoi la rubrique scientifique est-elle inexistante ?

J'ai 23 ans, OS.

Le dernier No 46 m'a surpris positivement pour la présentation dans les titres « *aux quatre coins du pays* », « *comment on assassine une région* ».

Un dossier peut être intéressant, mais je pense qu'il ne faudrait pas qu'il « mange » tout le bimensuel ; 8, 10 pages suffiraient, les thèmes « écologie, nucléaire, avortement, grandes cités, exode paysan (cas d'un petit village avec historique, témoignage, plan du village, etc.), la vie d'un travailleur immigré, etc.

Je suis très favorable au développement du front culturel, avec des sélections de films, livres, spectacles mais en élargissant le style. Trop souvent, nous sommes encore trop rigides.

Je pense que nous jouons trop souvent les « censeurs » : ça c'est bon, ça, c'est pas bon.

Nous pouvons y remédier en discutant plus avec les acteurs, après tout pourquoi ne pas essayer de rencontrer Depardieux, Montand, etc. les réalisateurs et acteurs de ces films dont nous parlons.

Je suis très intéressé par la réalisation de dossiers ou rubriques *scientifiques*. Cette rubrique est inexistante actuellement, pourquoi ? Nous avons pas mal à apporter, les lecteurs ne s'intéressent donc pas au cancer, à la biologie, au nucléaire, à la grossesse, tout cela vu sur le plan scientifique est simple. Il est possible de vulgariser la science et c'est notre rôle. Parmi nos lecteurs, nous avons des médecins, des biologistes, des physiciens, nous en avons forcément. A nous de faire appel à eux.

Pour ma part, un dossier « biologie » de temps en temps m'intéresse.

Autre chose sur la présentation, le No 46 m'a plu, mais la première page serait je pense à revoir. Le titre *L'Humanité rouge* prend trop de place.

Moins de grandes déclarations de principes, plus de faits

Age : 29 ans. Profession : assistant d'études d'urbanisme. Observations :

– Net progrès du point de vue journal surtout pour le No 46 : plus aéré, plus lisible.

– Je trouve tojours notre titre surchargé et peu clair : pourquoi ne pas marquer simplement « l'Humanité rouge bimensuelle : organe du PCML ».

– Pourquoi répéter le titre page 3 ?

– J'apprécie qu'il n'y ait plus qu'un édito : moins de grandes déclarations de principes, plus de faits.

Persévérer dans les interviews de personnes d'horizons divers, mais qui sont honnêtes (exemple les Kehayan et maire PC de Denain). Cela ne peut qu'aider à détruire notre sectarisme. Dans ce sens-là, je souhaiterais que l'on fasse une revue de presse comme dans le *Quotidien du peuple*. Tout ce qui s'écrit à part nous, n'est pas forcément « bourgeois », comme le pensent encore beaucoup de camarades ? (« Canard enchainé », TC, etc.)

En ce qui concerne les dossiers, je suis d'accord pour qu'il y en ait : je penche plutôt pour huit pages mais après tout je me demande pourquoi vouloir s'en tenir à une telle rigueur ? Cela peut dépendre de l'actualité et de nos sources d'informations, des matériaux que nous avons. Si l'on décide de faire des dossiers 16 pages, je crains qu'il n'y ait souvent des articles délayés ou sans intérêt pour boucler le nombre de pages !

Les sujets : régions touchées par la crise actuelle : avec interviews, historique, photos. Cela permet d'appréhender un peu notre réalité sociale. Exemple : à poursuivre, les dossiers sur le Nord et l'Est.

– La vie quotidienne par région. Exemple : « Vivre à X. », avec tableau des conditions de logement, de transport, des activités culturelles, des forces politiques, interviews de gens du peuple, de responsables syndicaux, voire politiques.

– Dossier sur de grandes entreprises : conditions de travail, conditions de vie, etc.

Front culturel : je trouve le front culturel très pauvre avec parfois une orientation « populiste » (exemple, Renaud ou critique des Dalton), limitées à mon goût.

Je trouve que souvent dans le domaine culturel, les critiques souvent pèchent par un oubli de la spécificité de chaque art pour ne retenir que le discours, que la position de classe. Exemple : on parle du blues (dans la Jeune Garde rouge) sans dire un mot sur la musique, on parle de films sans tenir compte de la mise en scène, du jeu des acteurs, on parle de Le Nain sans parler ou presque de leur métier merveilleux pour ne retenir que leurs « limites » (« où sont les poings levés et les drapeaux rouges ? » en quelque sorte).

– Rubriques que je désire voir développer : musique classique et actuelle, musique de variété, littérature française récente (disons après 1900), cinéma, télévision. Pourquoi ne pas publier le programme télé intégral : ça m'oblige à acheter un autre journal pour l'avoir et je ne dois pas être le seul !). Sciences diverses, découvertes (même si les Chinois ne sont pas à l'avant-garde de telle ou telle science). Peinture, dessin, arts plastiques.

Pierre – Lille

Il doit y avoir des articles-révélation courts

Chers camarades,

Je profite de l'appel lancé dans le bimensuel 1 005 pour vous écrire.

D'abord, je veux vous féliciter pour l'enquête sur l'armée dans ce numéro, elle est très concrète et très vivante. De même pour les petites révélations sur la Tchécoslovaquie.

Dans les derniers numéros de l'année 1978, la part des informations internationales étaient trop grande, je sais que les choses changent très vite dans ce monde et qu'il y a besoin de l'expliquer, mais c'est à partir des luttes en France que nous pourrons essentiellement gagner de nouveaux lecteurs. Je pense que les enquêtes ne devraient pas dépasser les 10-12 pages, car le journal doit rester varié et il doit y avoir des articles-révélations courts que l'on puisse lire quand on a 5 minutes. Des sujets de dossiers, il y en a beaucoup à faire sur les luttes, sur des régions (comme l'excellent dossier Bretagne du quotidien), sur les problèmes d'urbanisme et d'écologie, sur l'école et son rôle, les « débouchés » pour les jeunes, peut être aussi des dossiers sur les pays voisins qui pourraient être faits avec les camarades de ces pays et qui nous permettraient de connaitre les luttes des Italiens, des Allemands, des Espagnols...

Dans les dossiers, il faudrait montrer toujours en quoi le socialisme serait supérieur, pourquoi dans une société socialiste il n'y aurait pas de chômage, comment pourraientêtrerésolusles problèmes du logement, de l'écologie. Certains dossiers peuvent être l'occasion d'un rapport plus étroit avec le lecteur, par exemple pour le dossier sur la Chine, il avait pour but de répondre à des questions que l'on se pose, alors pourquoi ne pas lancer un appel de questions sur tel sujet dans un numéro et y répondre dans le suivant ? On mettrait : question de Pierre X. de Dunkerque et la réponse.

Un choix que j'aimais beaucoup dans les premiers numéros, c'est les dossiers, les caricatures, je trouve que cela est souvent supérieur à une photo, dans le No 45 il n'y a aucune caricature, aucune bande dessinée.

Jean-Luc – Le Havre

Notre rubrique culturelle est bien pauvre

Il faudrait, à mon avis, développer le front culturel, particulièrement tout ce qui touche à la musique : classique ou rock, en passant par le blues, le folk, la chanson, etc. Il est quand même dommage que dans notre presse, nous ignorions un domaine si étendu et souvent populaire. (Ici, dans le sens apprécié et écouté par le peuple) de l'art.

Rennes

J'en avais gros sur le cœur

Je réponds immédiatement à votre enquête sur le bimensuel car je suis très mécontent de sa formule actuelle depuis assez longtemps.

J'ai 31 ans, marié et père de deux enfants et je suis au Parti depuis quatre ans (1974) et militant révolutionnaire depuis 1968.

Je suis ouvrier depuis plus de 6 ans dans la même entreprise qui a plus de 600 personnes.

D'une manière générale, je trouve que notre presse n'est pas bonne (trop intellectuelle et éloignée des préoccupations des masses et dogmatique et gauchiste).

Tout d'abord, je dois dire que je suis très content des orientations d'ensemble que vous donnez dans le bimensuel No 45 et que je les appuie à fond. (D'ailleurs, je partage tout à fait le point de vue du lecteur cité à la même page). Concrètement :

1) Tout à fait d'accord pour dire que le bimensuel répétait souvent en moins neuf ce que disait le quotidien.

Qu'il vaut mieux choisir les sujets d'actualité et faire une plus grande place aux problèmes de la vie quotidienne des travailleurs.

2) D'accord pour un dossier par numéro (de 8 à 12 pages) pour creuser une question plus qu'on ne peut le faire dans le quotidien, et aussi sur laquelle on peut revenir trois ou six mois après si on discute de cette question-là avec quelqu'un.

Mais à trois conditions :

– Premièrement que ce soit un vrai dossier, avec des chiffres, des dates, des rappels, des tableaux, une liste de livres sur la question, etc.

– Deuxièmement, que l'on veille à ce que la majorité soit sur la France et pas sur les questions internationales.

– Troisièmement, à condition que l'on tienne compte du contenu du dossier pour la composition du reste du numéro (exemple : réduire beaucoup les rubriques internationales dans le reste du journal si le dossier du numéro est sur une question internationale, ou idem s'il est sur le PCF on fait attention de ne pas avoir deux ou trois autres articles sur le PCF dans le même numéro).

C'est une question de bon sens. De ce point de vue là, le No 44 sur la « démaoisation » était un très mauvais numéro. Il y avait 28 pages sur 32 sur les questions internationales, faut le faire !

Je suis d'accord pour que les autres articles soient plus courts et qu'il y ait plus d'informations courtes, mais bien présentées.

Pour revenir au premier point, je pense qu'une bonne façon de traiter différemment l'actualité dans le bimensuel, c'est d'essayer de faire plus d'interviews, des reportages sur le tas, car contrairement au quotidien, il y a quinze jours pour y penser et les préparer.

3) D'accord pour dire qu'il faut regrouper les rubriques de politique intérieure et les luttes et les informations générales. Car l'ancien plan du journal revenait à ce que ce soient les questions internationales qui se voyaient le mieux de tout le journal.

Là je voudrais vous citer une petite anecdote pour vous faire réfléchir : il y a de ça un an et demi, deux ans, j'avait abonné mon frère et sa femme (plombier et institutrice) assez sympathisants tous les deux. Quand après six mois je leur ai demandé ce qu'ils en pensaient, leur première réaction a été de me dire qu'ils ne lisaient que les articles sur la France, car les autres ils n'y comprenaient rien. Quand sachant cela j'ai repris les bimensuels, j'ai vu qu'il ne restait parfois pas grand-chose à lire « d'intéressant » C'est dommage, mais c'est une réalité. Les gens s'intéressent d'abord à ce qu'ils connaissent et voient autour d'eux. Il faut en tenir compte.

J'ai eu le même problème plusieurs fois avec des camarades de l'usine, puis qu'on le vend à la porte à chaque numéro. Il n'y a souvent pas grand chose qui peut intéresser les gars dedans. C'est trop international, trop « politicien » aussi, trop en négatif souvent (réflexion d'un jeune copain de boulot « c'est triste ton canard »).

Donc pour en revenir au problème :

– D'accord pour regrouper la politique intérieure les luttes, etc.

– Je pense qu'il faut d'abord mettre les questions intérieures à la France, avant les questions internationales ou alors les mêler dans la mise en page. A ce sujet, je vous dis un exemple qui m'a frappé à la télévision, un soir TF1 pour parler de la réunion de la Guadeloupe qui emmerdait tout le monde, l'avait casé entre deux grandes séquenses de reportage sur le froid (régions enneigées, etc). J'ai trouvé que c'était assez habile de leur part. On était presque obligé de le voir.

– Autre chose, je pense qu'il faut suprimer le deuxième éditorial (éditorial ouvrier), ça fait trop de baratin, il faut plus d'information.

4) Tout à fait d'accord pour alléger la rubrique internationale et même plus qu'un peu (sauf cas exceptionnel et bien sûr comme en ce moment avec la guerre au Cambodge).

Moins d'articles longs aussi, je suis d'accord. Alléger et repenser la rubrique internationale, c'est une question vraiment importante pour le bimensuel.

5) Pour le front culturel, tout à fait d'accord pour le développer (au moins cinq pages). Mais à mon point de vue personnel, il faudrait une rubrique régulière télévision dans chaque numéro (80 % des gens regardent la télévision les soirs et le dimanche) ainsi que pour les sports (important pour les ouvriers). Les autres questions pourraient alterner un numéro sur deux (exemple : sciences, livres, mais qui sont intéressantes aussi je suis d'accord).

Par la suite, je pense qu'il faudrait une rubrique régulière « vie pratique » (bricolage, questions médicales, questions juridiques). Exemple comment construire une étagère (quel bois choisir, plans, peinture), ou « faut-il vidanger sa voiture ? », ou « conseils pour l'achat d'une voiture d'occasion » ou « faut-il faire vacciner les enfants », etc.

Là c'est facile, il faut s'inspirer des rubriques dans la *Vie ouvrière* ou le guide pratique CFDT ou des revues de consommateurs, mais en partant du point de vue des travailleurs et en gardant le regard révolutionnaire bien sûr, pour le choix des questions et la façon d'en parler.

J'aimerais bien enfin qu'on ne mette pas toujours une question d'histoire en dernière page, ça fait un peu intellectuel et dogmatique je trouve (la dernière page c'est une page qu'on voit en premier).

Voilà camarades du comité de rédaction, ce que je voulais vous dire, je m'excuse si j'ai été long, mais j'en avais gros sur le cœur.

Ce qu'il faut c'est partir de ce que les gens vivent et comprennent (travail, logement, loisirs) pour aller plus loin (une autre société, la Révolution) et non pas leur plaquer notre point de vue. C'est la ligne de masse, je crois, comme la voyait le président Mao.

Notre journal aura de plus en plus de succès auprès des travailleurs, si on fait bien attention à partir des problèmes qu'ils vivent et qui les intéressent.

Grenoble

(suite page 31)

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PCML

Sommaire

L'Humanité rouge BP 61 - 75861 Paris Cédex 18
CCP : 30 226 72 D La Source Commission paritaire :
No 57952 Distribution NMPP. Dépôt légal 1er trimestre 1979
Directeur de publication : André DRUESNE.
Imprimerie La Nouvelle.

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef :* Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Léon Cladel, Pierre Delaube, Estelle Delmas, Jacques Duroc, Joël Fabien, Catherine Lemaire, Pierre Marceau, Jean Schubert. *Secrétaire de rédaction et maquettiste :* Guy Lanrivain. *Administration :* Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication :* André Druesne.

EDITORIAL

Deng Xiaoping aux USA

Un échec pour l'URSS Un succès pour la paix

Certes, la normalisation des relations entre la Chine et les USA est un grand succès du Parti et du peuple chinois qui nous concerne et nous réjouit.

Elle enterre avec éclat trente ans de l'aberrante politique des « Deux Chines », obstinément suivie, malgré le démenti formel des faits, par l'impérialisme américain. Elle préfigure le retour prochain de Taïwan à la seule et unique patrie chinoise, la République populaire de Chine.

Mais pour bien saisir toute la signification de la visite que le vice-premier ministre chinois Deng Xiaoping vient d'effectuer aux USA, il faut le replacer dans le contexte international actuel. Un contexte marqué par l'essor général de la lutte des peuples du monde pour l'indépendance et la liberté, et par l'offensive sans précédent de l'URSS pour s'opposer à ce mouvement, gagner sans cesse de nouvelles zones d'influence, tout en accélérant ses préparatifs en vue d'une troisième guerre mondiale.

D'emblée, en mettant le pied sur le sol américain, le vice-premier ministre chinois a tenu à donner à sa visite cette dimension : « *La coopération amicale entre les peuples chinois et américains* » a-t-il déclaré, « *constitue un facteur important travaillant pour la paix dans la région du Pacifique comme dans le monde. Le monde d'aujourd'hui est loin d'être tranquille. Non seulement la paix est menacée mais les facteurs travaillant pour la guerre sont visiblement accrus.* »

Un coup d'œil sur les événements internationaux de ces dernières années ne peut que confirmer la réalité de cette dernière affirmation. Jamais la course aux armements démentiels ne s'est développée à un rythme aussi rapide, malgré de multiples déclarations et accords célébrant la « détente ». Profitant des revers et replis de l'impérialisme américain, l'URSS ne cesse de chercher à occuper les positions qu'il abandonne, multipliant les foyers de tension et de guerre dans le monde entier.

L'insertion dans le communiqué commun sino-américain de la condamnation de toute politique hégémoniste, tout en mettant les USA en opposition avec la politique qu'ils n'ont cessé de suivre, témoigne aussi d'un intérêt commun à s'opposer à l'expansionnisme soviétique, qui correspond à l'intérêt général des peuples du monde.

En exploitant ainsi les contradictions qui opposent les deux superpuissances entre elles, la République populaire de Chine dresse des obstacles en travers des projets agressifs de l'URSS, freine la montée rapide des facteurs de guerre et apporte une contribution éminente à la lutte pour la paix, contre la menace d'une troisième guerre mondiale brandie par Moscou.

Annie BRUNEL

Dans l'actualité

Hausse des cotisations sociales Salaires en baisse

Les salaires de janvier 1979 seront inférieurs à ceux de décembre 1978. Ceci est dû à l'augmentation des cotisations de la Sécurité sociale. Si vous gagnez 2 000 F par mois (salaire brut), 25 F seront prélevés sur cette somme désormais. Si vous touchez 3 000 F, vous devrez débourser 40 F et 50 F si vous touchez 4 000 F.

Le prétendu déficit de la Sécurité sociale a donc servi de prétexte à une attaque contre les salaires des travailleurs. Parallèlement, le gouvernement veut réduire la consommation médicale et les soins hospitaliers.

Moins de médicaments et d'analyses médicales, moins de personnes hospitalisées, moins de personnel dans les hôpitaux, un budget d'austérité pour ces derniers.

Par contre les malades devront être rentables.

L'économie capitaliste est malade, les travailleurs ne doivent pas casquer !



La justice des patrons

Quatre ans après la mort de Roland Wuillaume, le PDG de l'usine « Huiles, goudrons, dérivés », le premier patron de France à avoir connu les murs de la prison pour un accident du travail sort blanchi de la Cour de cassation. Rappelons les faits : le 23 janvier 1974, M. Wuillaume meurt au travail écrasé entre deux wagons.

Ce rapport d'instruction établit que « la mort est due à des conditions de travail aberrantes mettant les ouvriers en danger permanent. »

Chapon est inculpé d'homicide involontaire, il est écroué par le juge de Charrette huit mois après l'accident.



Le PDG Chapron écroué : quatre ans après, il est définitivement « lavé » du délit d'homicide involontaire !

En 1976, le tribunal de Béthune refuse de retenir « l'homicide involontaire ». Chapon n'est condamné qu'à trois amendes.

En 1978, la cour d'appel de Douai propose la relaxe et la suppression des amendes.

Dans le même temps,, Robert Levavasseur, homme d'affaires de Dijon a été mis en liberté, il avait été écroué le 25 novembre dernier sous l'inculpation d'escroquerie et d'abus de confiance. Il avait détourné 5 millions de fonds.

Drôle de justice !

Dans l'actualité

L'automobile, ils disaient

Présentée comme la panacée pour résoudre le problème de l'emploi dans les régions où la sidérurgie est en reflux, l'industrie automobile risque fort de ne pas être à la hauteur des promesses faites en son nom.

Le gouvernement avait à peine présenté son plan de sauvetage que déjà tombait l'annonce de licenciements dans l'automobile. On objectera que c'est le secteur véhicule industriel qui est surtout touché tandis que le secteur voitures particulières se comporte fort bien à l'exportation. Sans doute, mais c'est refuser de voir les nuages qui s'ammoncèlent.

Si l'industrie automobile s'est rapidement relevée d'une crise consécutive au renchérissement du prix de l'énergie, elle est aujourd'hui menacée de stagnation face au phénomène de saturation des principaux marchés. Et cette tendance n'a que peu de chance de se renverser avec la baisse constante du pouvoir d'achat à laquelle sont soumis les travailleurs et l'extension du chômage. Pire, c'est une véritable guerre commerciale qui se dessine entre géants de l'automobile. L'essentiel de la production américaine est en pleine reconversion. Fini le temps des grosses cylindrées dévoreuses de carburant ; ce sont désormais des modèles du type européen qui sont mis au point. Avec à leur actif une compétitivité hors pair, ajouté à cela le grignotage constant des marchés, mêmes européens, par les trusts japonais, vous aurez une idée de l'affrontement qui se prépare.

Et savez-vous ce que font les capitalistes de l'automobile ou d'ailleurs quand ils ont affaire à trop forte partie dans le champ clos de la concurrence internationale ? Eh bien c'est simple : ils se restructurent, se concentrent et licencient pour faire face.

En attendant, Barre et Messmer peuvent toujours faire des promesses...

«Rouge» quotidien cesse sa parution

Après son congrès, la LCR a décidé de suspendre son quotidien : *Rouge*. C'est le reflet de la crise politique qui traverse cette organisation. Celle-ci est due principalement à la ligne politique ambigüe observée vis-à-vis des grands événements de ces derniers mois. Soutien à l'Union de la gauche au deuxième tour des élections et aux interventions soviétiques dans le monde (Érythrée, Afrique, Cambodge).


rouge

MEETING DE LA LCR

Un accord a été signé hier soir entre les partis de l'Union de la gauche

TOUT POUR UNE MAJORITE DU PC ET DU PS !


rouge

Radio Hanoi annonce un soulèvement général au Cambodge

20 ans de travaux forcés pour 4 tahitiens

Sept militants indépendantistes tahitiens viennent d'être condamnés par une juridiction à des peines allant de 5 à 20 ans de travaux forcés ou de prison. Instruction faussée, procès truqués, rien n'a manqué pour leur faire endosser la responsabilité d'un attentat qu'ils n'ont pas commis. Ce procès est celui du colonialisme français. Ils doivent être libérés.

Le mouvement syndical et l'agression vietnamienne au Cambodge

« Nous ne pouvons plus citer en exemple le combat du peuple vietnamien contre l'impérialisme s'il se met à présent à jouer lui aussi aux gendarmes internationaux (...) Pour la CFDT, il y a dans ce domaine des limites et des frontières à ne pas franchir. En ce sens, l'armée vietnamienne doit laisser le peuple cambodgien libre de ses décisions. » Extrait d'un article de « Syndicalisme hebdo », organe de la CFDT.

« Il faut dénoncer Saïgon qui s'arroge à lui-même le rôle de justicier et entreprend par la force des armes d'imposer son propre règne aux peuples voisins ».

Il nous faut exiger le retrait immédiat des troupes vietnamiennes (...) » Extrait d'une intervention de Louis Astre, membre de la direction du syndicat de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN) à la commission administrative nationale du 11 janvier 1979.

Pour le moment, la CGT n'a pas encore condamné l'agression vietnamienne contre le Cambodge. C'est une tâche à laquelle doivent travailler tous les militants cégétistes pour qui le mot « indépendance » n'est pas vide de sens.

SIDERURGIE

Dans l'actualité

Patrons et gouvernement s'inquiètent



A Denain, les dossiers de la perception volent, comme avaient volé le 19 janvier les dossiers dans le bâtiment de la direction d'Usinor-Denain. Actions menées par des centaines de travailleurs

Après le feu de paille de promesses creuses de Barre ou Messmer des actions résolues sont venues affirmer la volonté de riposter efficacement aux attaques du patronat y compris en opposant la violence de masse à celle du gouvernement envoyant ses flics contre les travailleurs. Le gouvernement et le patronat usent à nouveau de la carotte de la concertation dans le but d'étouffer le feu.

Ils s'inquiètent !

Le 16 février, c'est massivement que tous les sidérurgistes et avec eux toute la population du Nord et de la Lorraine montreront leur volonté de se battre, de s'unir et de se solidariser pour faire reculer l'offensive patronale !

Manifestation à Nancy : les sidérurgistes sont en colère. Le 12 janvier à Metz, plusieurs milliers ont pris la direction de la préfecture lors de la manifestation qui regroupait 40 000 travailleurs. Après l'intervention des flics à la Chiers où les sidérurgistes retenaient quelques directeurs, ils sont plusieurs centaines en riposte, le 23 janvier devant le commissariat de Longwy dont les vitres volent en éclat et où des voitures sont renversées. En Lorraine aussi, la colère se transforme en actions de masse fermes et résolues.



L'unité de tous les ouvriers, syndiqués, non-syndiqués, Français, immigrés, jeunes et anciens est fondamentale : c'est l'intérêt de tous de s'unir car la lutte contre les licenciements est le combat de tous !

Mais, surtout, les ouvriers d'Usinor ne doivent pas se battre seuls ! Face à la brutalité des barons de l'acier et du gouvernement, il faut unir les luttes des entreprises du trust bien sûr, mais aussi de toutes les entreprises dans cette bataille pour le droit au travail.

Dans nos entreprises, nos sections syndicales, organisons la solidarité avec les sidérurgiste : actions, motions, pétitions...

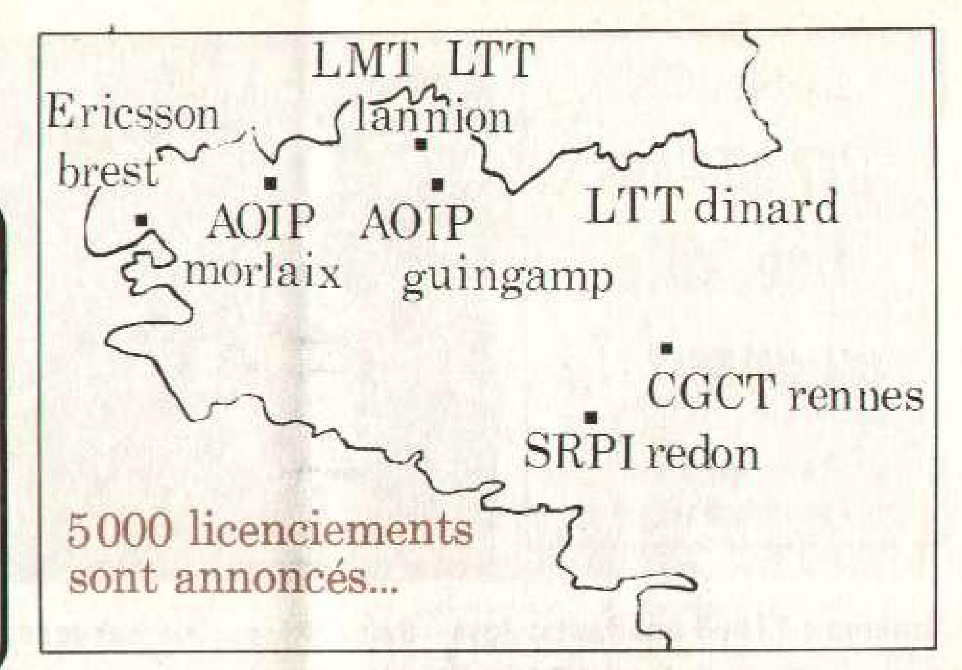
Participons massivement à la journée du 16 février ! Qu'elle soit un temps fort pour lancer et organiser cette solidarité !

Vive la solidarité de la classe ouvrière !

Du travail pour tous !

BRETAGNE

Alerte sur l'électronique



Enquête du correspondant Humanité rouge

Réductions d'horaire, chômage partiel, fermeture des petites entreprises sous-traitantes.

Dans la téléphonie, la grande braderie de l'emploi a commencé. Norbert Segard , secrétaire d'État aux PTT, en a donné le signal en annonçant qu'il y avait 15 000 emplois en trop dans ce secteur, sur les 90 000 qui existent actuellement. Les trusts du téléphone, aussi bien dans la commutation que dans la transmission, se lancent dans les dégraissages à tout prix. Thomson et ses trois filiales, LTP, LMT et Ericsson, mais aussi la CGCT, filiale d'ITT, l'AOIP et le groupe de Paepe.

Dans la vaste offensive de licenciements qui s'annonce, la Bretagne est aux premières loges. (voir la carte). La plupart des usines qui se sont décentralisées sont en effet des usines de fabrication où les emplois qualifiés sont rares, où au contraire les ouvrières spécialisées sont le plus grand nombre.

D'ici 1981, 5 000 licenciements sont projetés qui viendront appesantir encore le fardeau du chômage sur le dos des femmes et surtout des jeunes.

Pourquoi ces licenciements ? Les « explications » varient : *« raisons techniques »* liées au passage de l'électromécanique au « tout électronique » *« raisons économiques »* : l'équipement massif en téléphone quasiment terminé, la demande baisse ; après 1982, il n'y aura plus que le renouvellement du matériel usagé ; *les « raisons financières »* : les groupes de l'électronique se restructurent en vue de conquérir les secteurs de pointe et de se placer sur de nouveaux marchés.

Les explications ? Plutôt justifications ! Derrière les fausses nécessités à l'ombre desquelles les patrons licencient, se cache leur volonté réelle. Préserver les taux de profit. C'est le profit qui les pousse à une mutation technique brutale accélérée. C'est le profit qui les pousse à licencier car ils pensent que le seul moyen qu'ils ont pour « profiter des dernières années de la téléphonie » c'est de bazarder les travailleurs qu'ils jugent superflus.

C'est inacceptable. Mais comment faire face ? Suffirait-il pour conjurer les licenciements d'augmenter le budget des PTT ? Cela ne pourrait fournir qu'un sursis. Demain, le problème se reposerait avec plus d'acuité encore, car le nombre des lignes à installer en France n'est pas extensible. Suffirait-il de demander la nationalisation ? Nous ne le pensons pas. Une reconversion est nécessaire. Mais faut-il pour autant s'engager dans la voie des propositions et en discuter les applications pratiques avec les patrons ? Nous ne le pensons pas non plus. Du point de vue des travailleurs, la reconversion nécessaire doit se concevoir en termes de lutte de classe et non de collaboration. Les patrons ont les moyens de reconvertir. Ils ont les moyens de diversifier la production. Obligeons-les à faire le nécessaire.

Mais sachons dès maintenant que ce n'est pas autour d'une table ronde que nous imposerons aux patrons une transformation de la production où n'interviendront ni licenciements ni réductions du salaire, ni exode forcé.

Ce n'est pas non plus autour du tapis vert, par un face-à-face courtois qu'on obtiendra qu'une formation correcte soit donnée en vue des changements techniques.

Comme le précise plus loin une déclaration du Comité de parti régional de Bretagne, *« seule une large unité ouvrière, seul un puissant mouvement de solidarité populaire peuvent empêcher que les patrons profitent de la reconversion pour grossir encore plus leurs profits »*.

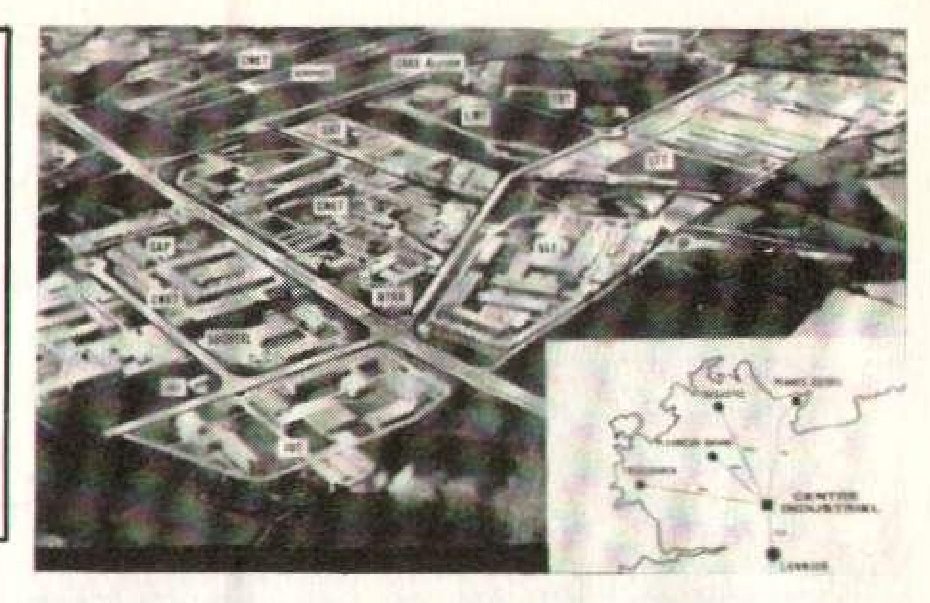
Du travail pour tous. Chaque jour, dans les entreprises menacées se mène pied à pied la bataille de l'emploi « Chaque jour, il nous faut dénoncer le détournement du progrès technique » que mènent les capitalistes dans le seul but de survivre. Chaque jour aussi, « Camarades » parmi les travailleurs et les travailleuses de la téléphonie, *« ébruitons patiemment le secret de notre délivrance »*, comme l'écrit le poète breton Paol Keineg. Répandons le socialisme, le seule projet qui permette que le progrès soit au service du peuple.

Yannick DAGORN

LANNION

LTT MENACÉ Une ville en sursis ?

Reportage de Yannick Dagorn



Lannion : 17000 habitants. Après Saint-Brieuc, la seconde ville des Côtes-du-Nord. Les gouvernements et les notables bretons ont montré son expansion comme une réussite exemplaire. Lannion, en effet, c'est la métropole de la «vocation électronique» de la Bretagne. Aujourd'hui, les cocoricos se font moins sonores. Il y a 5000 emplois dans l'électronique : environ un sur trois est directement menacé. Et Lannion pourrait être demain le Longwy de la téléphonie bretonne.

A la fin des années 1950, les travailleurs bretons en ont assez de s'expatrier. Et ils le montrent : manifestations paysannes, manifestation pour l'emploi. Ébranlé par cette volonté de vivre au pays, le gouvernement sort de son chapeau Marzin et « la vocation électronique ».

Dans les années 50-60, «la vocation électronique»

En 1959, ce haut fonctionnaire « enfant du pays » implante à Lannion le CNET (Centre national d'études des télécommunications). Autour de ce centre viennent s'installer, les années suivantes, des boites privées (SLE, SAT, LMT et LTT), le tout formant une zone industrielle présentée comme modèle.

Pour les « aider » à s'implanter, la commune de Lannion leur cède le terrain presque à l'œil : des terrains dont l'achat et l'aménagement revenaient à 5,20 F le mètre carré sont ainsi revendus 2 F à la CGE (12 hectares), 2,50 F à la SAT (5 hectares) et au groupe ITT (8 hectares). Les trusts profitent effrontément de cette bonne occasion, comme ils profitent des dégrèvements d'impôts et des primes de décentralisation.

«main d'œuvre docile»

Ce dont ils veulent profiter surtout c'est d'une main-d'œuvre à bon marché. C'est l'époque où le directeur de LTT confie au curé de Louannec : *« Les filles ici, c'est docile et ça travaille vite ».* Quand les travailleurs de ces usines pirates revendiquent contre les abattements de zone, pour avoir les mêmes salaires que les ouvrières de la région parisienne, ils trouvent en face d'eux le député Bourdellès qui leur conseille de se résigner : *« Il ne faut pas tuer la poule aux œufs d'or ».*

En fait d'œufs d'or, l'exploitation est plutôt dure à avaler. En 1973, les travailleuses de LMT ont montré qu'elles n'étaient pas du tout décidées à se laisser intimider : grève illimitée contre les cadences, contre le travail au rendement, contre le montage sous la dictée du magnétophone. Pendant que les OS triment à LMT, les épouses de messieurs les directeurs se paient l'avion pour aller faire leurs emplètes à Paris. Déjà en 1973, les patrons de LMT menacent de déménager l'usine : aujourd'hui, la Thomson reprend le même refrain.

La poule aux œufs d'or a du plomb dans l'aile

Sur les murs de la ville, on peut encore voir quelques affiches syndicales collées il y a quelques mois : *« LTT menacée, le Trégor est concerné ».* La menace de licenciements massifs plane sur Lannion. A LTT surtout, mais aussi à LMT, à la SAT et à CIT-Alcatel. Dans la zone, plus aucune boite n'embauche. Et quand Philippe Giscard d'Estaing (le cousin) est venu à Lannion, il a commencé par dire : *« Il y a trop de monde ici ».*

Un plan sournois

Depuis quatre mois, la Thomson, le plus gros patron de Lannion, par le rachat de LTT et de LMT, a commencé une offensive sournoise : *« Ils ont d'abord changé le patron. Ils ont déclaré que des licenciement étaient possibles. Puis ils ont déclaré que c'était inévitable. le 13 novembre, ils ont sorti leur plan de combat : les 1 450 salariés de LTT devront travailler en horaire partiel : 32 heures par semaine. Ils ont annoncé que sur les 5 000 travailleurs du groupe, 1 000 devraient être licenciés. Mais attention, le plan sera révisé à la fin du premier semestre. Pour le moment, le directeur de Lannion a fait savoir qu'il évaluait à 270 le nombre des personnes "en trop", dont il faudrait se séparer pour que l'entreprise redevienne saine.*

Juin est souvent une période choisie par les patrons pour licencier. Visiblement, ce qu'ils essaient de faire, c'est de laisser traîner les choses pour démobiliser. Comme on ne sait pas trop combien d'emplois sont menacés, ni quand interviendront ces licenciements, ce n'est pas facile de rester mobilisés... Après LTT, ce sera LMT, ça fait partie du plan. Ils espèrent qu'après de longs mois d'incertitude, le découragement se sera installé ».



**En 1973, contre les cadences et les bas salaires, LMT-Lannion était passée à l'action. Aujourd'hui, à LMT la même détermination : du travail pour tous !
La grande manifestation le 9 janvier 1979 à Brest des travailleurs d'Éricsson et de Thomson. (Photo HR)**

L'électronique fait vivre 30000 personnes

A Lannion, les 5 000 emplois de l'électronique font vivre quelques 30 000 personnes dans la région, en comptant les emplois dérivés et les familles de tous les travailleurs actifs. L'électronique, surtout la téléphonie, est la principale activité industrielle à 20 kilomètres à la ronde.

Pour les jeunes de la région – les jeunes de Lannion, mais aussi les jeunes des bourgs environnants, jusqu'à Tréguier et jusqu'à Plouaret – l'embauche à LTT ou à LMT, c'était la possibilité de rester au pays. Que ces boites n'embauchent plus, ou qu'elles ferment, et c'est l'exode forcé.

Ajoutons à cela que le pouvoir ne fait rien pour empêcher la région de se désertifier : la SNCF ne vient-elle pas de supprimer deux arrêts de train à Plouaret. *« La SNCF veut supprimer à terme la ligne Plouaret-Lannion et déjà tout est mis en œuvre pour supprimer ici la gare des marchandises... ».*

Riposter, mais comment faire ?

« Thomson n'a pas gagné. Il veut démanteler le mouvement en laissant tout le monde dans le doute. Mais dès maintenant, on travaille en vue de l'échéance. Il faut convaincre que les licenciements ne sont pas une fatalité, et que la mort de la région, il y a des moyens de l'empêcher. Alors seulement la colère et le découragement se transformeront en lutte ».

Face aux coups de boutoirs psychologiques du patron, les travailleurs cherchent leur réponse. Plusieurs mobilisations ont déjà eu lieu : le 16 novembre, toute la zone industrielle a débrayé. Le 9 janvier, à l'occasion de la journée régionale d'action de l'électronique, une manifestation s'est tenue, même si la mobilisation a été difficile. Le rallye automobile « Trégor menacé » a permis d'ouvrir le chemin à une sensibilisation de la région.

Le PCML Lannion propose

Dans un de ses derniers bulletins, *L'Étincelle*, la cellule du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) propose une voie à suivre : *« C'est le moment de trouver les moyens d'action pour faire savoir aux patrons de Thomson que la reconversion de LTT doit se faire sans aucun licenciement, sans perte de salaire, sans mutation hors de la région. Cet objectif sera atteint grâce à l'unité. Il faut aussi la solidarité avec les autres usines du groupe et l'ensemble des travailleurs du Trégor », autour des organisations syndicales, pour développer la solidarité de tout le pays ; le Parti communiste marxiste-léniniste a lancé l'idée d'une « opération ville morte ». La presse en a fait écho et à Lannion, on en a débattu. La proposition tient toujours.*

Après de « bonnes années » de profit, ils voudraient mettre la clé sous la porte. En route pour de nouvelles aventures et pour de nouveaux profits. Leurs grandes manœuvres n'échappent à personne : *« Thomson n'a pas gagné ».*

Yannick DAGORN

La grande manifestation le 9 janvier 1979 à Brest des travailleurs d'Éricsson et de Thomson. (Photo HR)



Menaces à l'AOIP Guingamp

L'AOIP : 1 296 ouvrières, seule grande usine à Guingamp. Cette coopérative qui verse soi-disant des participations en plus des salaires à ses « ouvrières sociétaires » emploie 80 % d'OS : quasiment toutes sont des femmes. Sur les 4 656 personnes qu'emploie le groupe, 1 200 sont « en trop ». Outre Evry et Béziers, Morlaix risque aussi de licencier.

Les patrons de la coopérative rendent les syndicats responsables de la situation : les salaires seraient trop élevés et comme les syndicats ont refusé que l'AOIP soustraite, la direction « a dû » embaucher en 1973-1974 le personnel qu'elle est « obligée » de licencier aujourd'hui *« compte tenu que les commandes PTT sont en baisse, si on maintient le personnel en place, ça fera un trou de 15 milliards en 1979 »*. La direction appelle ces grossières justificatins : *« un exercice d'école »*.

Comme à Lannion, la direction manœuvre : faux bruits alarmistes, tentatives de démobilisation, de divisions. Elle y ajoute des violentes attaques contre le syndicat : chantage à la faute professionnelle et licenciements individuels, mutations d'office, remise en cause d'avantages acquis, comme les classifications et les aménagements d'horaire. Elle tente d'imposer un projet de travail à mi-temps. Déjà, à Evry des réductions d'horaires sont appliquées.

Depuis la journée du 9 janvier, l'AOIP a débrayé le 24 et le 29 : *« Il ne s'agit pas d'attendre, c'est dans l'action qu'on fera l'unité »*. Mercredi 31, dans la matinée, la poste de Guingamp a été occupée, le temps d'expédier un télégramme à Norbert Segard.



Les travailleurs de l'AOIP Evry sont passés à l'action. A Guingamp, plusieurs manifestations ont eu lieu en janvier. Samedi 3 février, ils ont manifesté avant le match Guingamp-Lens. Ils ont été applaudis. (Photo HR)

Hier, pour faire des gros profits, ils se sont implantés en Bretagne où ils ont imposé aux travailleurs les cadences infernales et les salaires de misère. Aujourd'hui, toujours pour le profit, ils déplacent leurs capitaux vers le tiers monde où ils comptent trouver une main-d'œuvre encore plus exploitable.

Hier, ils se sont rués sur le marché du téléphone car il y avait là un marché juteux, ils ont prêché partout la « vocation électronique » de la Bretagne. Aujourd'hui, le marché du téléphone étant quasiment saturé, ils s'apprêtent à investir dans d'autres secteurs.

Voilà les vraies raisons pour lesquelles ils rejettent au chômage les travailleuses et les travailleurs de Bretagne qu'ils ont pressurés pendant des années ! Pour faire passer son plan, la bourgeoisie essaie d'assommer les travailleurs, en faisant croire à la fatalité du chômage et des licenciements. Non, il n'y a pas de fatalité ! Mais pour remporter des victoires, il faut créer des conditions favorables.

L'unité nécessaire

Une large *unité* ouvrière d'abord. Unité entre toutes les entreprises touchées, grandes et petites : la journée régionale d'action du 9 janvier a été un premier pas dans ce sens. Unité aussi de toutes les usines de la branche, en unifiant les revendications et les actions au niveau du pays.

La solidarité

Un puissant mouvement de *solidarité* est également nécessaire. Solidarité qui soude par tous les moyens les centaines de milliers d'ouvriers touchés de plein fouet qui rassemblent, par des rencontres et des échanges d'information, les sidérurgistes du Nord et de l'Est aux travailleurs de la téléphonie et de l'électronique !

Solidarité populaire qui mobilise activement les travailleurs de toute une ville, de toute une région autour des usines dont la fermeture signifie des suppressions d'emplois en cascade ; solidarité en particulier avec les jeunes qui, en sortant de l'école, vont se retrouver eux aussi sans travail.

Notre parti œuvrera inlassablement dans ce sens et soutiendra tout ce qui peut y contribuer !

Du travail pour tous !
Unité ouvrière ! Solidarité populaire !
Téléphonie, sidérurgie, même combat !

TELEPHONIE : non aux licenciements
Du travail pour tous

Communiqué du comité de parti régional du PCML

15 000 licenciements prévus dans l'électronique : 5 000 en Bretagne. En France déjà près de 2 millions de chômeurs. Dans le Nord et dans l'Est, 27 000 sidérurgiques menacés. Les licenciements dans ces deux secteurs vont encore aggraver la situation catastrophique que connaît notre pays.

En Bretagne, les licenciements succèdent aux licenciements dans toutes les villes : Réo à Fougères, SPLI à Rennes, Fougères et Ploërmel, Garnier à Redon, Joint Français à Saint-Brieuc. Chaussure, textile, bâtiment... aujourd'hui électronique.

Les trusts capitalistes, Thomson et la CGE, ITT et Ericsson, après avoir placé leurs capitaux dans l'électronique se sont engagés dans la course aux licenciements.

DOSSIER Réalisé par l'Humanité rouge, organe central du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)



1 F

LIBERTA PER U POPULU CORSU
Liberté pour le peuple corse

Ce dossier est consacré à la Corse du fait de l'imminence des procès touchant une trentaine de prisonniers politiques corses. Une nouvelle inculpation, pour « tentative de plasticage », a eu lieu le 30 janvier.

Un des points prioritaires dans le soutien aux emprisonnés est d'obtenir leur regroupement. En décembre, le juge Seguin, magistrat instructeur près la Cour de sûreté de l'Etat, avait pris la décision arbitraire de les disperser dans toutes les prisons de la région parisienne. Ils ont été transférés pieds et mains enchainés . Pour mettre en œuvre cette procédure arbitraire et moyennâgeuse, le pouvoir a monté une véritable provocation : la prétendue découverte de lettres envoyées par les emprisonnés à des membres du FLNC (l'organisation nationaliste clandestine corse), demandant soi-disant des représailles contre la Cour de sûreté et ses juges. Il sait parfaitement que cela est faux, que les emprisonnés mènent avant tout une lutte politique : ils affirment et défendent leur identité nationale.

Jusqu'ici les emprisonnés ont montré une grande unité, c'est là une force qui ennuie le pouvoir. C'est pourquoi celui-ci cherche à les affaiblir et essaie de leur mettre des bâtons dans les roues, notamment en isolant un certain nombre d'entre eux.

Le collectif des avocats, les familles des emprisonnés et plus d'une vingtaine d'organisations politiques et démocratiques, exigent leur réunification dans une seule prison.

Le pouvoir capitaliste français qui se gargarise de « démocratie » ne respecte même pas ses propres lois. En effet, le statut de prisonnier politique, qui a pourtant été reconnu aux patriotes corses est totalement bafoué. C'est leur droit de pouvoir se réunir tous ensemble tous les jours — un local est prévu à cet effet — pour pouvoir préparer en commun leur défense. En refusant cela, le pouvoir bafoue le simple droit de la défense.

Les droits de visite sont également limités. Selon la loi Deixonne, la langue corse est reconnue et il est naturel de s'exprimer dans sa langue maternelle. Or, tout courrier en langue corse est sujet à tracasseries, il est particulièrement épluché et parvient au destinataire une vingtaine de jours après.

Un autre scandale sans nom est celui du motif même de l'inculpation : pour association de malfaiteurs. Le pouvoir s'appuie sur une « loi » du début du siècle qui, depuis, n'était plus appliquée (par exemple, les criminels fascistes de l'OAS n'ont jamais été étiquetés de malfaiteurs) pour essayer de lancer le discrédit. Or, qui dit prisonnier politique dit emprisonné pour ses idées et positions politiques et non pour un délit de droit commun. Le pouvoir veut faire peur.

Lors de la visite de Barre en Corse, l'inspecteur Pierre Bertolini a été grièvement blessé au cours d'un attentat. Le pouvoir a tout de suite essayé de le faire endosser par le FLNC. Ce dernier dément fermement en être l'auteur. Il s'agit en fait de règlements de compte entre barbouzes et autres polices parallèles du pouvoir. Ce dernier se vante beaucoup moins des 40 attentats commis par ses barbouzes contre l'organisation légale UPC (Union du peuple corse) dont le dernier en date a été commis à Marseille le 26 janvier.

Quant à la Cour de sûreté de l'État, dont de nombreuses organisations demandent la dissolution (dont le PCML), c'est une juridiction d'exception qui a été mise en place en 1963 pour organiser la répression précisément lorsqu'il y a des problèmes politiques. Une de ses mesures arbitraires consiste dans la possibilité « légale » de garde à vue de six jours de toute personne arrêtée sous ce motif.

C'est pour cela que le Parti communiste marxiste-léniniste apporte son plein soutien aux emprisonnés, qu'avec d'autres organisations il exige le rerespect du statut politique. Ce procès est celui du peuple corse et de tous les défenseurs de la liberté.

Développons activement le soutien aux emprisonnés ! Exigeons leur libération !

SL

- **Les luttes sociales**
- **La Corse en Méditerranée**
- **Culture corse**
- **Interview d'I Muvrini**

Supplément à l'*Humanité rouge* No 1 025. L'Humanité rouge BP 61 – 75861 Paris Cedex 18 – CCP : 30 226 72 D La Source. Commission paritaire : No 57952. Distribution NMPP. Dépôt légal 1er trimestre 1979. Directeur de publication : André Druesne – Imprimerie La Nouvelle.

La Corse en Méditerranée

Nous avons récemment rencontré Edmond Siméoni, un des leaders de l'UPC (Unione di u populu Corsu), qui nous a accordé une longue interview. Nous reproduisons ici la partie concernant la Corse en Méditerranée*.

Vous avez réfléchi au problème de la Corse dans la Méditerranée, avec les deux superpuissances ?

Edmond Siméoni : Oui, nous pensons que nous n'aurons pas d'autre choix que celui des pays non-alignés, des pays progressistes, type Yougoslavie, type Algérie, Lybie. Nous n'avons pas le choix parce que si c'est pour mettre dehors les Français et hériter de la bannière étoilée ou des autres, j'aime mieux que l'on reste comme on est. C'est pour ça que nous n'avons jamais fait d'ouverture ni du côté des Soviétiques ni du côté des Américains. Oui, si un jour nous sommes autonomes, nous pourrons discuter avec tout le monde, mais politiquement, on le voit dans nos choix. On parle avec des démocraties libérales comme la Suède, le Danemark, la social-démocratie, mais on ne veut pas mettre les Russes et les Américains parce que là ça devient catastrophique. Combien de fois des gens nous ont dit : « Les Américains seraient prêts à soutenir ». Attention, vous avez changé de laisse, mais le collier sera encore plus serré ! Vous allez avoir de l'argent, vous allez avoir des dollars, un tourisme de luxe, et puis vous allez avoir les « marines » à la base de Solenzara. Et puis vous allez avoir ce que vous ne connaissez pas : les missiles Cruise, les ceci, les cela. Ils seront placés un peu plus loin ; et puis les porte-avions qui seront ancrés à côté. Vous deviendrez les éléments d'une stratégie qui, en fait, ne vous émancipera pas. Je crois que nous n'avons, en fait, que le choix des non-alignés. Il n'y a pas cinquante choix, c'est pourquoi nous sommes obligés d'être très prudents. Dans le canal de Corse, il passe un ou deux tankers par jour. Par Gibraltar, il passe le reste. Il y a une importance géo-stratégique. La Méditerranée n'est pas un lac de paix, par la volonté des puissances hégémoniques. C'est un lieu de confrontation d'intérêts. Nous sommes dans une zone très difficile. Nous serions cinq millions nous les aurions déjà mis à la porte par les armées, même deux millions. Par les armes, sans discussion, on ne discute pas avec le colonialisme.

* Vous trouverez de larges extraits de l'interview dans notre édition quotidienne.

La Méditerranée, carrefour de civilisations, suscite au niveau militaire beaucoup de convoitises. La moitié des vaisseaux de guerre du monde y croisent régulièrement ; et ce sont les puissances extra-méditerranéennes qui sont les plus présentes et les mieux armées.

Dernièrement, les USA ont introduit en Méditerranée le porte-avion Eisenhower qui a rejoint la VIe flotte américaine. Les Russes ne sont pas en retard puisque le porte-avion Kiev a passé le détroit de Gibraltar à Noël (joli cadeau !). Il a à son bord une dizaine d'avions à décollage vertical et une quinzaine d'hélicoptères de lutte anti-sous-marine.

Ces flottes constituent une grave menace pour la paix dans la région et pour les peuples riverains. Les marxistes-léninistes corses s'associent aux nombreuses voix qui se sont élevées pour le départ des flottes des deux superpuissances pour que la Méditerranée devienne un lac de paix.

MEETING

DE SOUTIEN AUX PATRIOTES CORSES EMPRISONNES



DIMANCHE 11 FEVRIER A 19H

palais de la MUTUALITE

AVEC LA PARTICIPATION DE:

CANTA U POPULU CORSU, A. CIOSI E DUIE PATRIZIE, I MUVRINI, P. DIEGHI J. ANDREANI

DOSSIER

Lutter, travailler et vivre en Corse

Pendant longtemps, la propagande officielle essaya de donner de la Corse l'image d'un pays touristique au peuple indolent. Mais surviennent les événements d'Aléria qui ont joué un rôle de révélateur pour l'opinion française et internationale. L'image du mensonge arrachée, la réalité ne peut plus être camouflée.

La Corse d'aujourd'hui, c'est 13 % de chômeurs (chiffres de la CGT) sur 80 000 personnes actives ; c'est le départ quotidien de neuf Corses contraints de quitter leur Ile.

Pour ceux qui trouvent du travail sur place, ce sont les bas salaires ; pour les petits paysans, pour les artisans qui restent au pays c'est un travail dur pour un revenu maigre (un berger qui élève des chèvres et des moutons gagne en moyenne 1 750 F par mois) et toujours menacé. Que l'on y songe, entre 1970 et 1975, c'est 900 exploitations agricoles qui ont disparues. La Corse compte ainsi 114 906 hectares de terres non-cultivées. La majorité des prêts et subventions sont attribuées aux gros capitalistes pour développer la vigne (300 capitalistes disposent de 20 000 hectares de vignes).

Les jeunes en âge de se marier quittant le pays, le nombre de décès dépasse celui des naissances. La langue et la culture corses sont transformées en objet folklorique pour touristes. Et quand les travailleurs et le peuple corse décident de faire entendre leurs voix, la répression sous toutes ses formes essaie de les réduire au silence. Légionnaires, gendarmes, CRS, barbouzes provocateurs, voilà l'aide des plus précieuses de Giscard pour le développement de la Corse !

Au nom de l'« unité nationale » — le chauvinisme français en réalité — la bourgeoisie française exploite, pille la Corse. Elle veut faire de ce pays un désert pour touristes, elle l'appellera : « *La France éternelle* ». Au nom de l'« unité nationale », les partis qui se disent de gauche — le PCF et le PS — proposent « l'autonomie régionale », peut-être même l'autogestion. Le tout bien sûr dans le cadre du système capitaliste ; ce système qui est à l'origine de toutes les plaies du peuple corse. De telles propositions conduiraient des notables corses à gérer — régionalement bien sûr — la misère...

Nous avons choisi notre camp

Il n'y a pas trois camps possibles. Mais uniquement deux : l'un est composé des défenseurs du système capitaliste et du baillonnement du peuple corse ; l'autre est celui qui défend le droit fondamental du peuple corse à disposer de lui-même. Ce dernier est notre camp. Le 3e congrès du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) a très clairement affirmé : « *En Corse existe un peuple aux caractéristiques bien nettes : une très forte unité géographique, économique et culturelle, un passé historique original fondé sur le fait que la région n'a pas été rattachée à la France dans le cadre de la révolution anti-féodale mais existait comme république démocratique, indépendante lorsque la France l'a annexée par la violence...* »

Le peuple corse n'est pas seul

Dans son combat pour choisir son avenir, le peuple corse n'est pas isolé. Son ennemi est aussi l'ennemi des larges couches populaires en France. Si le capitalisme prend des accents différents, il a en France et en Corse les mêmes résultats : l'exploitation et l'oppression populaires. Nous estimons que le droit du peuple corse à disposer de lui-même fait partie de la lutte de la classe ouvrière et du peuple de France pour l'avénement du socialisme. C'est pour notre Parti un seul et même combat.



Quand les travailleurs de la SPAT à Marseille luttent pour un emploi, les travailleurs et le peuple corse, doivent les soutenir. Quand les travailleurs et le peuple corse, revendiquent le droit de vivre et de travailler au pays, le droit de sauvegarder leur culture nationale ; quand ils expriment leurs droits à disposer de leur avenir, les travailleurs et le peuple de France doivent apporter leur solidarité de classe.

L'unité est l'intérêt de toutes les forces opposées au pouvoir capitaliste français. Le respect et la prise en compte de la spécificité de la lutte corse est la condition fondamentale pour créer cette unité.

La section corse de notre Parti est encore jeune. Notre tâche est de regrouper les communistes qui ont été trahis par le parti de Marchais. Nous sommes les élèves de Nicoli, le héros communiste de la résistance. Nous ne prétendons nullement à l'hégémonie et à la disparition des organisations légitimes du peuple corse. Nous voulons au contraire renforcer l'union dans la lutte commune.

Travaillons à l'unité des travailleurs, corse, français, immigrés de toute nationalité !

Renforçons l'unité du peuple corse et du peuple français !

Préparons, dans la lutte pour les revendications économiques, sociales, culturelles, nationales, les combats de demain qui permettront au peuple corse de choisir son destin !

Le 25 janvier 1979

DOSSIER Les travailleurs corses face à l'austérité

Les récents licenciements chez Mattei, Frombolacci, Gémétal, Aero-Filippi, Olicorse, dans les PTT de Balagne, à Ghisonaccia prouvent que la situation s'aggrave pour la classe ouvrière corse. Mais la politique de Barre et des patrons ne s'applique pas sans riposte, sans lutte des travailleurs et du peuple corses.

La lutte des parents d'élèves, des professeurs, des élèves contre la rentrée scolaire scandaleuse de 1978 a donné le ton aux luttes sociales.

La lutte des marins d'octobre-novembre 1978 contre les licenciements dans la marine marchande a été très importante et largement suivie. Les armateurs avaient décidé, pour avoir plus de profits, d'embaucher un personnel étranger sous-payé (800 et 1 000 F par mois) n'ayant aucun droit ni avantage social, poussant ainsi 1 600 marins, en majorité corses, au chômage. Il s'agissait là, pour les patrons de la marine marchande, d'exploiter férocement des travailleurs étrangers et d'autre part de licencier des centaines de marins corses et français.

Les luttes de classe en Corse ont continué par la grève des travailleurs de l'Aéro-Filippi à Bastia-Poretta qui se sont opposés à la restructurattion capitaliste de leur boite et aux licenciements de cinq employés du bar-hall de de l'aérogare jugé « non-rentables » à la morte-saison, c'est-à-dire quand il y a peu de touristes. Ainsi, les travailleurs corses ne peuvent vivre qu'en période touristique ! Ceux de l'aéro-Filippi se sont battus avec courage, unis à la base, syndiqués et non-syndiqués, ont fait grève, ont fait signer de nombreuses pétitions dans l'aéroport. Leur détermination à s'opposer au plan Barre et aux licenciements a été très forte.

Ces quelques exemples de luttes prouvent qu'en Corse, la classe ouvrière les travailleurs corses s'opposent avec fermeté aux projets de Barre et des patrons. Certes, la classe ouvrière corse n'est pas concentrée dans de grosses industries. Elle est dispersée dans de petites boîtes, le patronat déploie souvent un paternalisme mielleux et des conditions d'exploitation criantes. L'unité de classe de tous les travailleurs reste un objectif à atteindre. Cette unité, c'est la lutte qui la construit pour imposer quotidiennement aux capitalistes français les revendications et les aspirations du peuple corse.

Les manifestations importantes de Bastia et d'Ajaccio ont montré l'avenir des luttes en Corse, où les revendications des travailleurs se sont mêlées aux aspirations nationales du peuple corse. Ceci est très encourageant pour la continuation du combat.

Interview de travailleurs de la Société ajaccienne des autobus

Quelles sont les conditions de travail que vous devez affronter ?

– Cette société existe depuis avant la Deuxième Guerre mondiale. C'est une entreprise qui a toujours eu la réputation d'esclavagiste. Les patrons ont l'attitude de seigneurs qui ont toujours raison, qui ne supportent pas qu'on les contredise, qu'on les remette en cause.

Les conditions de travail ont été sans arrêt déplorables. Aujourd'hui, on est encore comme en « 1900 » : matériel très vieux et en mauvais état, très peu d'amortisseurs, embrayage laborieux. Les conditions de sécurité sont précai res : pas de poignées pour se tenir en cas de coup de frein brusque, surcharge continuelle aggravée aux heures de pointes. Très peu de personnel roulant, ce qui provoque surmenage et panique quand l'un d'entre nous manque. Avant, les heures supplémentaires n'étaient pas payées. Il arrivait de s'arrêter à 21 h 15 l'été au lieu de 19 h 15. On faisait 52 heures par semaine. Faute de car, de personnel aux heures de pointe, il y a des écarts de 25 minutes entre les cars.

Le patron nous menace sans arrêt, fait du chantage dès qu'on avance des revendications. Par exemple : l'un d'entre nous partait à la retraite et réclamait sa prime de retraite. Le patron a dit oui, mais en menaçant de supprimer la gratuité des transports pour les enfants de tous les employés. Ajouté à tout cela, manque d'hygiène dans le garage, des WC insalubres, des lavabos vétustes sans savon. Le matin de bonne heure, on ne peut plus respirer à cause des fumées de cars qui se mettent en route.

Comment vous êtes-vous organisés contre le patron ?

– D'abord, on a créé une section syndicale. Devant l'intransigeance du patron, nous avons fait grève, il y a trois ans, pour la réduction d'heures ; devant le rapport de force, il a cédé et nous faisons quarante heures sans perte de salaire. Par l'occupation des locaux, par la lutte, on a pu avoir ce résultat. Maintenant, on arrive à six ou sept jours de repos dans le mois, avant on travaillait sept jours d'affilée.

La deuxième grève qu'on a menée, en novembre 1978, c'était pour avoir plus de cars, donc moins de cadence accélérée et plus de rotations pour les usagers. Là aussi, on a dû occuper le garage. Le patron a porté plainte contre nous mais l'a bien vite retirée par peur qu'on lui mette sur le dos l'inspecteur d'hygiène. Il a employé des gens pour casser la grève. Par la lutte, cette fois-ci, on a obtenu un car en plus, mais simplement aux heures de pointe. Pourtant, nous avions accepté de conduire un car en plus toute la journée sans être payés, et cela pendant un mois, pour rendre service aux gens pour leur montrer qu'on ne se mettait pas en grève contre eux. A la fin de ce mois, le patron a retiré ce car et l'a placé aux heures de pointe.

La situation s'aggrave pour les travailleurs corses. Depuis la rentrée de nombreuses actions ont été menées. Ci-contre les travailleurs de Matéi (Photo Desjobert)



Interview d'un militant de l'Union régionale des patrons et marins pêcheurs

Quelle est la situation de la pêche en Corse ?

560 pêcheurs, 800 il y a 10 ans. Certains documents officiels mentionnent le désir d'assurer notre disparition totale pour 1985. Si ça continue comme ça, on y va tout droit : les pêcheurs corses seront remplacés par des importations de poisson. Elle est dépendante de tout. De plus, sur place, les conditions ne sont pas remplies pour alimenter l'île en poisson au niveau congelation et distribution sur place. Ce sont des entreprises non-corses qui se chargent de distribuer le poisson. On peut difficilement investir car les charges sociales sont trop élevées pour de petits artisans de la pêche, patrons et marins. Au niveau salaire, revenus et conditions de travail sont souvent à la même enseigne.

Nous nous affrontons aux privés sur la question des étangs salins ouverts sur la mer et auxquels on n'a pas accès, pourtant il y a là beaucoup de poissons.

Quelle est votre action pour défendre la condition des marins-pêcheurs et de la pêche en Corse.

– Notre syndicat régional, malgré la division de la Corse en deux départements existe depuis trois ans. C'est un syndicat autonome des pêcheurs corses car il existe des problèmes spécifiques aux pêcheurs corses. Nous avons dû mettre le gouvernement au pied du mur, imposer ce que nous voulons. En 1977, nous décidions la fermeture de tous les ports : Bastia, Ajacciu, Bonifaziù, Pruppria, Isula Rossa. En mai 1978, nous occupions l'ilot de la Vacca : cet ilot va être réservé à l'environnement alors que premièrement c'est un excellent lieu de pêche et que deuxièmement, la marine nationale essayant quelques canons détruira flore, oiseaux et poissons. Nous décidions en assemblée générale d'occuper symboliquement cet ilot. La marine nationale menace de nous tirer dessus. Nous restons. La marine nationale n'a rien fait. Elle est partie et nous avons gagné ce jour-là.

Nos différentes actions ont permis l'ouverture de plusieurs ports pour la pêche (Cargèse, Pianottoli), la formation de neuf réserves naturelles à notre demande, par notre action (soit 120 000 ha). Nous nous battons pour l'interdiction d'accès aux côtes pour les pétroliers. En Corse, il n'y a pas de remorqueur ni d'avion, à infra-rouge qui détectent les marées noires. A ce propos, nous avons soutenu financièrement les pêcheurs bretons lors de la catastrophe de l'Amoco Cadiz.



La Corse en chiffres *

La Corse compte aujourd'hui 230 000 habitants dont 150 000 d'origine corse environ.

16 000 personnes travaillent à la terre (gros et petits paysans, ouvriers agricoles), ce qui représente une proportion deux fois supérieure à celle du continent.

Le bâtiment emploie environ 16 000 salariés et l'industrie 16 500.

Les ouvriers constituent 30 % de la population active (38 % pour la France).

30 000 travailleurs immigrés, issus en général du Maghreb, vivent en Corse (pourcentages supérieurs aux plus forts taux du continent).

Selon les chiffres officiels (très loin de la réalité) :

Le Chiffre des 6 000 chômeurs déclarés a été atteint en novembre et 3 000 jeunes de moins de 25 ans sont sans emploi. 3 500 étudiants corses sont contraints de faire leurs études à Nice, Marseille, Montpellier, Lyon ou Paris.

Chaque année, 158 000 Corses reviennent passer leurs vacances au pays.

Enfin, la Corse « accueille » un million de touristes par an et le gouvernement prévoit de doubler ce chiffre.

*Statistiques de l'Observatoire économique de la Corse.

LA SECTION CORSE DU PCML DANS L'ACTION (Extraits de tracts)

Rentrée des classes

A Ajaccio, les 8 000 enfants et les parents qui les ont accompagnés ont été confrontés à de dures réalités : c'est l'école de Pietralba qui était fermée et qui a provoqué la colère des parents ; c'est à la résidence des Iles où l'on cherche un local pour une classe maternelle ; c'est l'école cours Grandval, où les enfants auront une cour tellement triste et petite qu'ils resteront debout pendant la récréation sans pouvoir jouer ; c'est la « maternelle garage » à la cité des Cannes qui représente un véritable scandale.

A Bastia, les parents et enseignants sont inquiets quant aux conditions matérielles de cette rentrée et s'interrogent sur la réforme Haby.

A Bonifaccio, c'est la juste lutte des parents d'élèves, soutenus par la population, qui a permis l'obtention d'une classe supplémentaire.

Non à une rentrée scolaire qui ruine les travailleurs !

Non à une école où la sélection s'opère par l'argent !

Visite de Giscard

Giscard vient de visiter la « Corse en profondeur ». En effet, la visite se mène bien en profondeur, puisque la police multiplie depuis quinze jours la fouille des appartements dans toute la Corse.

Que représente Giscard pour la Corse ? Il représente l'économie de subsistance, de survie dont souffrent les travailleurs, les paysans, les jeunes corses. Les capitalistes français ont sacrifié l'industrie et le développement de la Corse au profit du tourisme importé, n'embauchant que très peu de Corses et trainant avec lui une nuée de promoteurs et d'entreprises étrangères, un tourisme à grande échelle prévoyant deux millions de touristes en 1985 ; l'agriculture est tombée aux mains des gros propriétaires français ayant les moyens d'acheter les terres vendues par la Somivac (en Corse se multiplient les exploitations de 1 000 ha).

Le paysan corse, dont l'exploitation moyenne est de 13 ha, ne peut lutter à égalité avec le colon et court à la ruine. Les Corses tenus à l'écart du développement de l'Ile, s'expatrient en masse (en 1973, 50 000 Corses ont dû quitter l'île).

École maternelle en langue corse. Manifestation contre la venue de Barre. (Photo HR).



La répression

Vingt-quatre patriotes corses ont été arrêtés et déférés devant la Cour de sûreté de l'État, au moment où Giscard dans ses discours conjuguait les promesses mensongères envers les travailleurs ou les jeunes, et les menaces envers les militants nationalistes qualifiés de « forces troubles utilisant la violence ».

Or, la première des violences vient de l'État français. La violence de l'État consiste à vider la Corse de ses habitants, de la soumettre aux sociétés monopolistes qui contrôlent le tourisme. La première violence, c'est celle qui consiste à donner les meilleures terres (220 000 ha) aux 300 gros propriétaires et colons. La première violence, c'est la langue et la culture corses muselées, c'est l'État français qui interdit aux Corses d'être eux-mêmes.

Barre, ministre de la misère

Giscard, Beullac, Barre, les représentants de la bourgeoisie se succèdent dans notre Ile.



Manifestations contre la venue de Barre. (Photo HR)

Giscard a apporté dans ses valises, des promesses, des milliers de policiers et la répression contre les patriotes corses.

Beullac a apporté l'austérité à l'école, le chômage des maîtres auxiliaires, les classes surchargées, le manque de sécurité pour les élèves

Barre apporte le constat du chômage, de la hausse des prix, la misère pour les travailleurs et le peuple, la répression des luttes. (...)

Pétition pour la libération des Corses emprisonnés

Le Parti communiste marxiste-léniniste appelle les travailleurs, les démocrates, toutes les peronnes attachées à la liberté d'expression à s'associer à l'appel lancé à Corte (Corse) par une trentaine d'organisations sociales, politiques et syndicales (dont le Parti communiste marxiste-léniniste), pour la libération des détenus politiques.

Les personnes soussignées s'associent à l'appel lancé à Corte pour la libération des patriotes corses.*

Le colonialisme français a engagé l'épreuve de force en Corse. Le peuple corse ne peut même plus s'exprimer dans la démocratie. Les forces de répression décuplent, défilent et provoquent.

Pourtant, un pouvoir disqualifié prétend parler au nom de la liberté. Sa liberté c'est le chômage organisé, l'étouffement de nos droits, la braderie de nos terres, l'exil de notre jeunesse, l'anéantissement de notre culture, la destruction de nos villages.

Le peuple corse n'a droit ni au pain ni à la dignité ni à la parole. Devant la montée du fascisme d'État, un collectif d'organisations patriotiques et démocratiques s'est constitué.

Il entend dénoncer cette sinistre politique au service des colonialistes et des intérêts du grand capital apatride.

Ce même pouvoir a emprisonné nos frères. Nous devons avoir le courage de demander leur libération même si nous ne partageons pas la même stratégie de lutte.

Dans l'unité et la détermination, il nous faut rassembler l'ensemble des forces de notre peuple et demander :

— La dissolution de la Cour de sûreté de l'État.

— La libération immédiate des détenus politiques corses. (...)

Tous ensemble, dénonçons la politique néfaste du pouvoir, pour le faire reculer et obtenir la libération des jeunes corses qui sont avant tout coupables de ne pas admettre que leur pays, l'Ile de Corse, ne soit qu'une terre de misère et d'intolérance ».

*Envoyez vos signatures à l'adresse de notre journal qui transmettra.

LIBERTA

Per **T**utti **I** **P**atriotti



Ecrivons aux prisonniers

- **FONTAINEBLEAU : 1, rue Sergent Perrier - 77305 Fontainebeau : STELLA Yves - No 4 639 Cellule 15**
- **FRESNES : 1, avenue de la Division Leclerc - 94261 Fresnes Cedex : ROESCH Jean-Paul - No 680 159, cellule 12 ; BATTESTI Léonard - No 680 158, cellule 12 ; FILIDORI Mathieu - No 680 157, cellule 11 ; BATTESTINI Antoine - No 680 183, cellule 456.**
- **SANTÉ : 42, rue de la Santé 75674 Paris Cedex 14 : PANCRAZI Guy No 194 212, cellule 1-38 ; NICOLI Jean - No 194 211, cellule 1-36 ; GRAZIANI Étienne- No 194 209, cellule 1-34 ; LORENZI François - No 194 210, cellule 1-35 ; MONDOLINI Jean-Jacques No 192 528, cellule 1-37 ; CORTEGIANI Hervé - No 194 215, cellule 2-31.**
- **FLEURY MÉROGIS 7, avenue des Peupliers - 91705 Ste-Geneviève-des-Bois Cedex : COLOMBANI Jean-Pierre No 75970 Bt D5, cellule 11 ; PALAZZO Henri No 77835 Bt D4 cellule 48 ; ALESSANDRI Pantaléon No 74082 Bt D5 cellule 34 ; MATTEI Antoine - No 72 997, cellule 34 ; MATTEI Dominique - No 72998, cellule 33 ; LORENZI Pierre - No 74332, cellule 40 ; PADOVANI Michel - No 73001, cellule 11 ; GIAMARCHI Jules - No 73 993, cellule 36 ; SISTI Jean-Toussaint - No 72995, cellule 37 ; DARNAUD Jean-Baptiste - No 72999, cellule 43 ; LE MAO Roger - No 74670, cellule 38 ; PAOLI Antoine - No 74668, cellule 42 ; STUART Alain - No 74669, cellule 47 ; LEONI Noël - No 78075 Cellule 10 ; CRISTOFARI Toussaint No 78074, cellule 8 ; CACCIARI Serge - No 76051 cellule 29.**

CULTURA DA TUTTI PER TUTTI

A cultura corsa hè l'affare di tutta a ghjente di quì, micca l'affare di spittatori ma produttu d'attori.

A tradizione pupulare di sta cultura ùn po fà nasce una nova cultura ch'un saria da veru un legu tra omi è donne corsi.

E par quessa chi u criatore spiccatu di l'altri ùn pò avè dirittu d'apre a so bocca a u so nome o ancu a u nome di l'altri.

A cultura francese ùn hè mai stata è un sara mai a nostra cultura ; què ùn vole micca di che l'ùn ci piace a risente l'emuzione di u populu francese o anche qualchi volta a spartela.

Vulemu esse noi ind'é noi cu a nostra lingua a nostra sinsibulita è tandu pudaremu riceve cumu si deve parole d'altrò. Sta vulinta deve esse cummuna è sustinuta da a voglia forte d'esse pezzi d'un populu vivu è di fallu ricunnosce.

Spizialisti di a cultura ùn ne vulemu è ancu menu riprisintanti ; tuttu u mondu sà che ind'è noi u più scunnisciutu di i paisani tene a so cultura mègliu che u più struitu prufissore.

Ci tocca avà di fà cunnosce à tutti l'omi divisi di a nazione corsa ch'elli ponu soli ritruassi par mantene a so cultura è ancu falla vive di più. Un ci vole micca chi u populu aspittissi chi dui o tre omi li dicissinu sempre ciò che l'anu da esse a cultura è a vita in Corsica. A sanu tutti è tutti a devenu fa vede ; chi l'omu solu spariscissi à mezu l'omi riuniti.

PUESIE

Poaru senza capu
Sfatu da a miseria
Aghjumpatu d'esse statu sempre calatu
Par coglie è par banga
Poaru senza forza
A l'alba di a vichjaia
Babbu d'una ghjuintù spugliata
Un ci vargugnemu d'esse to figlioli

Miglia

Stampemu e ferite di u paese
Cu i nostri bracci vinduti
Cu e nostre bocche frustere
Cu e nostre lotte.
Dicemu un paese
Induve semu l'Arte vivù
Chi sott'un vetru un si pò mette.

Miglia



La culture corse est vivante

GHJUAN FRANCESCU BERNARDINI (I MUVRINI)

I Muvrini, en corse, cela veut dire «les Mouflons», animaux symboles de liberté ; ce nom évoque de plus en plus un groupe de chanteurs qui ne ménagent pas leurs efforts pour faire connaître la culture corse. Ils sont cinq garçons issus d'un petit village accroché à la montagne corse : a Tagliu-Isulacciu . Le groupe a été fondé par Jules Bernardini, un des plus grands poètes corses contemporains, aujourd'hui disparu. Ce sont ses fils qui ont repris le flambeau. Laissons la parole à Ghjuan Francescu Bernardini qui nous parle de la chanson corse d'aujourd'hui

« Nulle étude, nul spectacle, nulle lecture ne fait pénétrer aussi brusquement dans l'âme d'un peuple que dix notes de musique » authentique, oserais-je ajouter.

Ces quelques mots sont ô combien vrais pour la Corse, son peuple et sa culture.

J'ai cru bon de préciser « musique authentique » car en fait, chez nous, il existe aussi cette fausse culture, agonisante il est vrai, faite de roucoulades pour touristes organisés, s'abreuvant de tinorossades.

Cette fausse image du chant corse — image d'ailleurs fort répandue en France métropolitaine — cette accommodation pour besoin touristique, nous la combattons et elle est en fait l'image de marque de l'aliénation culturelle du peuple corse par l'État français.

En vérité, le chant corse c'est autre chose, autre chose qui porte les marques de peine et de souffrance, de luttes et d'espoirs, mais aussi d'une aptitude toute particulière des Corses à la poésie et au chant.

Des chants parfaitement intégrés à la vie

Phénomène social par excellence, le chant était parfaitement intégré à la vie, à chaque moment de la vie, ce qui reflète bien son caractère populaire.

Authenticité obligeant, on ne peut parler chant corse sans évoquer ce chef-d'œuvre d'harmonie qu'est la *« Paghjella »*, chant polyphonique, interprété « a capella » (sans accompagnement instrumental) qui, parfois improvisé et transmis oralement, demeure l'essence même du chant corse et l'expression la plus naturelle d'aptitudes musicales.

La *« Paghjella »*, je la chantais dès dix ans, au hasard des veillées dans le village, dans l'intimité du foyer. Car ailleurs, au lycée surtout, j'avais honte, oui honte d'être un adepte de ce chant « dépassé ». Détail affligeant, irréfutable parce que concernant tous les Corses, détail qui dit tout haut l'état d'aliénation culturelle du peuple corse.

Les coups de règle sur les doigts de tout enfant s'exprimant en langue corse dans le sein de l'école de l'État français — comme tout maître disait à l'époque — n'ont pourtant pas tout effacé.

La Corse a voulu se retrouver. Dix ans de lutte ont réveillé une âme, une fierté d'être, une envie profonde de chanter, parler, agir par la Corse et pour la Corse.

Cela prouve que culture corse et culture française ou culture de prestige, n'ont connu qu'un phénomènene de superposition. L'une ne s'est pas fondue dans l'autre.

Et d'un seul coup, on s'aperçoit que parler, chanter corse n'est plus une honte ; notre culture est aussi belle, aussi riche qu'une autre, et en fait, on s'y reconnait.

Alors aujourd'hui : oui, la culture corse est vivante. Vivante parce qu'avant tout le militantisme culturel est né et s'amplifie.

Les progrès sont énormes

D'une totale intertie il y a dix ans, les progrès sont énormes.

Le chant corse d'aujourd'hui est véritablement né. Il s'appelle par exemple *« E duie Patrizie »*, *« Canta u populu Corsu »*, *« I Muvrini »*...*

Au sein de chaque groupe, ce sont de véritables militants culturels qui, au prix de sacrifices, ont avant tout un seul et commun objectif : faire vivre la culture corse.

Et le peuple lui ? Il est de plus en plus présent à nos soirées, attentif, chaleureux, exigeant, en véritable soutien. Autour de cette « mobilisation », l'enthousiasme va croissant et les veillées corses sont aujourd'hui la rencontre de choix de notre vie culturelle.

De ce pas, même si nos maisons de la culture — qui s'accommodent fort bien d'un certain nombre d'emplâtres qui défigurent la Corse — même si toutes les structures ne nous sont pas favorables, le mouvement est en marche pour le « véritable mariage » du peuple corse avec sa culture jusqu'ici opprimée.

Ghjuan-Francescu
BERNARDINI

* Ces trois groupes et d'autres seront au meeting du dimanche 11 février (19 h) à la Mutualité, organisé à Paris par le Comité de soutien aux emprisonnés.

Les Muvrini vont prochainement sortir un disque. De plus, ils ont enregistré une chanson pour le disque édité par A Riscossa au profit des patriotes en prison.

Les intertitres sont de la rédaction de l'Humanité rouge. —NDLR

Vive réaction de l'URSS après la visite de Deng Xiaoping aux Etats-Unis

Moscou a réagi vivement aux déclarations de Deng Xiaoping à Washington, et notamment à son interview au *Time*. *La Pravda* écrit que Deng veut *« faire dévier la politique américaine vers ses objectifs propres »*.

La Chine faisant « dévier » les USA — cela a du vrai : c'est parce que la Chine populaire, créée en 1949, s'est développée et renforcée sur tous les plans que les USA ont « dévié » de leur attitude négative et ont dû la reconnaître, trente ans après.

Mais ne faudrait-il pas poser la question autrement ?

N'est-ce-pas la politique soviétique qui a « dévié », est devenue de plus en plus agressive — et n'est-ce pas cette « déviation» expansionniste qui doit amener toutes les autres forces politiques à reconnaître en elle le principal fauteur de guerre dans le monde.

Algérie

Le colonel Chadli candidat à la présidence

Le quatrième congrès du Front national de libération intérieur national algérien s'est tenu du 27 au 31 janvier dans la banlieue d'Alger. Premier congrès de ce qu'on appelle déjà l'« après Boumediènne » ce congrès était notamment chargé de désigner un candidat à la succession du président défunt. C'est le colonel Chadli qui a été choisi. Né en 1929, dans une famille de paysans pauvres, Benjedid Chadli rejoint dès 1954 l'insurrection algérienne comme simple soldat. Il terminera la guerre de libération comme colonel à l'État major de Houari Boumediène. Il dirige depuis la région militaire d'Oran ou il a acquis une certaine popularité.

Tout au long du congrès, l'ensemble des délégués sont intervenus sur la nécessité pour l'Algérie de poursuivre dans la voie d'édification économique et d'indépendance nationale tracée par le président Boumediène.

DU MONDE ENTIER

APPEL POUR LE SOUTIEN AU CAMBODGE CONTRE L'AGRESSION VIETNAMIENNE

Nous, qui par le passé avons soutenu les luttes des peuples du Vietnam, du Laos et du Cambodge contre l'agression américaine, indépendamment de nos jugements respectifs, parfois opposés, sur ce qui s'est passé au Cambodge de 1975 à 1978, nous condamnons l'occupation de ce pays par l'armée vietnamienne, la dénonçons comme une atteinte à l'indépendance d'un Etat et d'un peuple qu'aucun argument quel qu'il soit ne saurait légitimer.

L'agression vietnamienne actuelle ne résoudra aucun des problèmes intérieurs du Cambodge, pas plus qu'en 1968 l'occupation militaire soviétique de la Tchécoslovaquie n'a permis de régler ceux du peuple tchèque.

La grave situation créée aujourd'hui dans le Sud-Est asiatique est contraire aux intérêts respectifs des peuples cambodgien, lao et vietnamien.

Profondément émus et indignés par cette intervention, nous exigeons du gouvernement vietnamien le retrait immédiat de ses troupes du territoire cambodgien, afin que ces peuples retrouvent une paix chèrement conquise dans leurs luttes contre l'impérialisme américain.

Comme le déclarait le président Ho Chi-minh :

RIEN N'EST PLUS PRECIEUX QUE L'INDEPENDANCE ET LA LIBERTE

Les personnes désireuses de s'associer à cette déclaration doivent envoyer leur signature à M. le Docteur Robert ANDREI, ancien militant du Comité Vietnam national, 9, rue du Sud, 13003 MARSEILLE.

Adressez votre soutien à : M. R. Andreï - C.C.P. 534212 - MARSEILLE.

PREMIERS SIGNATAIRES :

Robert ANDREI, médecin ; Jean-Marie PONCET, médecin ; Roger FELTS, médecin ; Philippe PONCET, médecin ; François CAROZ, médecin ; Christian BRUSCHI, maître-assistant Université Aix-Marseille ; Myrtho BRUSCHI, avocate ; Paul-Albert FEVRIER, professeur Université Aix-Marseille ; Eugène POMPEI, engagé volontaire guerre 39-45, Croix de guerre ; Sam COHEN, ancien déporté à Bergen-Belsen ; Robert PEDEVILLA, ingénieur des Ponts et Chaussées ; Frédéric BERAHA, professeur agrégé de mathématiques ; Jean-Pierre COURTES, enseignant ; Bernard DELORD, assistant de recherches à l'INRA ; Dominique BLONDEAU, médecin ; Roger LAFFONT, militant syndicaliste ; Lisette BLACHE, mère de famille ;

Gérard BOULEVERT, professeur Université de Nice ; Pierre CHOUPAUT, psychosociologue ; Régis BERGERON, écrivain ; Jean MARTIN, directeur de publication de *Chine Nouvelle* ; Claude BELLOTTI-MARTIN, fille d'un ancien combattant des Brigades Internationales d'Espagne ; Maryvonne LECUYER, professeur d'économie ; Kostas MAVRAKIS, chargé de cours Université Paris-VIII ; Xavier LUCIONI, architecte ; Charles BETTELHEIM, professeur Université ; Jean CARDONNEL, dominicain ; Bernard FREVAQUE, syndicaliste ; DO DUC KHANH, patriote vietnamien ; M. CHANTRY, ingénieur ; Roger DUBOIS, prêtre ;

Claude JURQUET, professeur agrégé ; Roger CUCULIERE, professeur de mathématiques ; Georges ORSONI, ouvrier syndicaliste ; Jean-Jacques LEBOURATI, fonctionnaire municipal ; Abdel Aziz CHIKHAOUI, chercheur C.N.R.S. ; André BORDET, syndicaliste ; Brigitte PAGANON, ouvrière ; Robert MICHEL, ouvrier syndicaliste presse parisienne ; Guy PAPIN, dessinateur industriel syndicaliste ; Gisèle FABIAN, productrice assurances ; SINE, dessinateur ; DO KHIEM, militant P.C.F. et Union étudiants vietnamiens en France ; Paul ORIOL, médecin ; Guy SAVEL, syndicaliste et ancien militant Comité vietnamien de base ; Hélène GAY, avocate ; Monique TOUITOU, avocate ; Gilbert ORSONI, assistant Fac de droit ; Jacques LEPAGE, écrivain ; Marie-Madeleine LAMIRAL, inspecteur P.T.T. ; Mme PONCET, veuve de guerre, Albert MEMMI, écrivain.

Dernière minute : le docteur Robert Andréï vient de faire savoir que, suite à la publication de cet appel paru dans le *Monde*, un très grand nombre de signatures lui sont parvenues (plus de 500, dit-il) dont celles de Jiri Pelikan, de madame Yvette Leblond-Gourdide, ancienne conseillère municipale PCF, de ressortissants vietnamiens et cambodgiens, etc.



Grande-Bretagne

Luttes de classes au pays du trade-unionisme

Au pays où sont nés les trade-unions, premiers syndicats de collaboration avec les patrons, les travailleurs se sont lancés dans une puissante lutte de classe qui étonne beaucoup de monde.

C'est en 1974 que le gouvernement travailliste (en France on dirait socialiste) de Callaghan est arrivé au pouvoir. Une grève générale des mineurs britanniques avait été la raison de la chute des conservateurs. Fort de l'appui du TUC, la puissante fédération qui regroupe la quasi-totalité des syndicats du pays et dont les dirigeants hyper réformistes sont tous membres de son parti, Callaghan allait aussitôt s'engager, sous prétexte d'assainissement de l'économie dans une politique d'austérité que seule cette alliance des directions syndicales vendues pouvaient lui permettre. Le principe de cette politique était de limiter autoritairement tous les ans la hausse autorisée des salaires à 5 % de moins que l'inflation. C'est ainsi que l'an dernier, la hausse autorisée fut de 10 % alors que l'inflation, elle, fut de plus de 15 %. Dans le même temps, le chômage atteignait le chiffre d'un million trois-cent cinquante mille personnes.

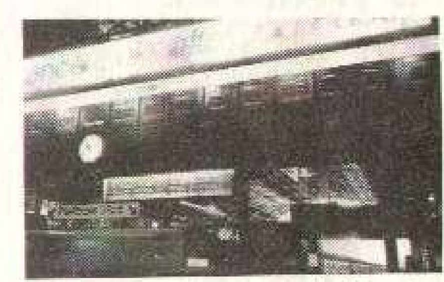
Depuis trois ans, donc, les travailleurs britanniques subissent une baisse ininterrompue de leur pouvoir d'achat jusqu'à en arriver à la situation catastrophique actuelle.

Le blocage des salaires

En septembre dernier, Callaghan a voulu récidiver en bloquant cette fois les salaires à plus de 5 % pour l'année alors que chacun sait que l'inflation a toutes les chances de dépasser 10 %. Mais cette fois, dès le début, les travailleurs ont dit assez ! Dès octobre, commençait la grande grève des travailleurs de l'automobile. Les 57 000 ouvriers de chez Ford, ceux de chez Vauxhall créaient la brèche en obtenant, après 9 semaines de grève, 17 % d'augmentation. Depuis, presque tous les grands secteurs leur ont emboîté le pas, avec des revendications de salaire allant, en moyenne de 14 à 22 %. Contraintes et forcées, les directions syndicales ont été obligées de suivre la base. A un journaliste qui lui demandaient pourquoi les syndicats, qui sont si proches du gouvernement, faisaient grève, et surtout à moins d'un an des élections, un représentant du TUC dut avouer *« parce que nous n'exerçons pas un contrôle total sur nos syndiqués »*. On ne peut avouer plus clairement de quel côté on est...

La grève des cheminots et des camionneurs.

Les principales grèves actuelles sont celles des camionneurs et celle des conducteurs de locomotives. Les premiers sont arrêtés depuis maintenant presqu'un mois. Ils exigent une augmentation de 22 % de leur salaire et aussi l'abaissement de la semaine de travail à 40 heures. Leur salaire actuel est calculé sur la base de soixante heures, ce qui exclut évidemment les bonifications pour heures supplémentaires comme cela est par exemple le cas en France.

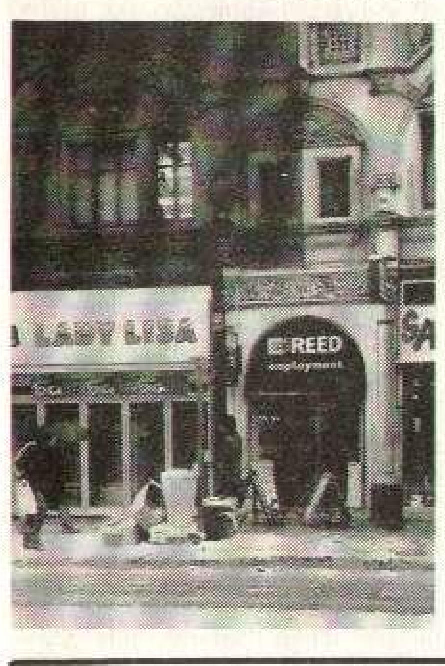


Pas un train ne circule à Victoria-Station. Grève à 100 %

Face à cette grève, le gouvernement Callaghan a fait tout ce qu'il a pu — menace de recourir à l'armée, tentative d'affolement de l'opinion publique en agitant le spectre de la pénurie. Rien n'y fait, les camionneurs sont décidés à ne pas plier. Déjà certains ont obtenu satisfaction en traitant directement avec le patronat par-dessus le gouvernement.

Du côté des cheminots, c'est une prime de 10 % qui est exigée. Comme employés de l'État, les cheminots sont extrêmement mal payés. Les chauffeurs d'ambulance, par exemple, qui dépendent également de l'État se sont mis en grève totale lundi 22 janvier, refusant même de répondre aux urgences et obligeant le gouvernement à faire appel à l'armée. Ils ont pour vivre 1 450 francs par mois...

Serge FOREST



COMPARAISON DES PRIX

J'ai relevé au hasard quelques prix de produits de consommation courante dans deux petits supermarchés, tous deux situés dans des quartiers populaires de Londres et de Paris. Ces relevés ont été faits à moins de huit jours d'intervalles et ne prétendent pas à la rigueur d'une analyse scientifique ; ils traduisent cependant la tendance générale que l'on pourrait très certainement observer sur un plus grand nombre de relevés.

On trouve bien sûr des différences, parfois importantes entre certains produits. On peut dire cependant que dans l'ensemble, les prix sont assez comparables. Certains produits manufacturés comme les vêtements sont un peu moins chers en Grande-Bretagne. Le tabac et les transports y sont par contre très chers.

En quatre ans, les prix des produits alimentaires ont doublé, la Grande-Bretagne importe la moitié de sa nourriture.

	Londres	Paris
6 œufs	3,40 F	3,20 F
Confiture en petit pot. Le kilo	9,80 F	10,40 F
Steack ordinaire. Le Kilo	43,00 F	38,20 F
Côtes de porc. Le kilo	22,00 F	22,50 F
Pommes de terre. Le kilo	1,50 F	1,40 F
Laitue	1,90 F	2,90 F
Le baril de lessive. Cinq kilos	24,50 F	30,00 F
Paquet de cigarette courante	4,30 F	2,30 F
Ticket de métro. Cinq stations	5,00 F	1,20 F

Dernière minute : les 100000 ouvriers de l'automobile de British-Leyland viennent à leur tour de se mettre en grève générale le 5 février 1979.

COMPARAISON DES SALAIRES

Il est assez difficile de comparer les salaires en France et en Grande-Bretagne puisque, dans ce pays, les impôts sont directement prélevés sur le salaire d'une part, mais aussi que d'autre part, ils sont beaucoup plus lourds qu'en France. Ainsi, pour les salaires les plus bas, ceux de l'ordre de 1 500 F par mois, c'est environ 22 % qui sont retenus en plus, sous forme d'impôts directs ou de prestations sociales, Sécurité sociale et retraite. Pour les salaires moyens, ce taux monte rapidement à plus de 30 %.

Il n'existe pas de SMIG en Grande-Bretagne. Un patron peut payer à un salarié le salaire qu'il veut. Dans la période actuelle où 1,35 millions de travailleurs sont officiellement au chômage — soit 5,7 % de la population active, comme en France — cela permet au patronat d'imposer sa loi sur le marché du travail.

J'ai relevé, sur des offres d'emploi dans les journaux anglais, les prix moyens offerts pour 40 heures la semaine. En face de ces salaires bruts est indiqué le salaire net approximatif, après déduction des charges sociales et des impôts directs.

	Salaire brut	Salaire net après impôts
Un ouvrier qualifié	2 578 F	1 930 F
Une secrétaire qualifiée	2 830 F	2 000 F
Une dactylo qualifiée	2 265 F	1 812 F
Un employé de bureau	1 983 F	1 650 F
Un chauffeur d'ambulance	1 750 F	1 450 F
Une femme de service	1 700 F	1 420 F
Un mécanicien auto	2 900 F	2 117 F



THERESA BUCKLE INFIRMIERE

Theresa, qui a 22 ans, travaille depuis six mois comme infirmière fonctionnaire, elle a fait deux ans d'études. Elle travaille neuf heures par jour et quelquefois sept jours d'affilée. Son salaire net est de 1 510 F par mois. Elle a fait grève le 22 janvier à l'appel du syndicat de la fonction publique. *« Nous ne voulons pas entraver le travail, dit elle, aucune infirmière ne veut faire quoi que ce soit qui porte préjudice aux malades »*. Elle fera pourtant grève. *« C'est malheureux qu'on doive en arriver là »*.

Iran

Le Shah est parti. Khomeiny est rentré

Et maintenant ?

Départ en « vacances » du Shah. Bakhtiar au pouvoir, mais sans pouvoir. Khomeiny à Neauphle-le-Château en exil, mais soutenu par d'innombrables partisans dans le pays. Voyage envisagé de Bakhtiar à Neauphle-le-Château. Blocage de l'aéroport de Téhéran. Retour enfin, de Khomeiny à Téhéran.

La longue fin de la monarchie des Pahlevi se prolonge.

Les États-Unis, qui soutenaient le Shah, ont subi une défaite et ils essaient maintenant de sauver les derniers meubles, en soutenant Bakhtiar et en faisant des appels à Khomeiny.

L'Union soviétique cherche, elle, à placer ses pions.

Plus que jamais, l'Iran est au centre de la rivalité des super-grands. Plus que jamais, son indépendance est en jeu et le peuple est loin de l'avoir gagnée.

Des millions d'Iraniens ont jusqu'ici soutenu l'ayatollah Khomeiny et la hiérarchie chiite à cause de leurs proclamations sur les deux revendications essentielles du peuple : l'indépendance nationale et les libertés démocratiques. Continueront-ils à l'avenir à se reconnaitre dans les orientations de la République islamique ? Rien n'est moins sûr car celle-ci compte nombre de zones d'ombre et d'interrogations quant à l'avenir de l'indépendance nationale et des aspects franchement réactionnaires en ce qui concerne les libertés démocratiques.

L'ayatollah et l'URSS

Khomeiny a fait plusieurs déclarations sur les superpuissances. Mais s'il a condamné en termes concrets l'impérialisme américain, la base de son opposition à l'URSS est son refus du « matérialisme marxiste ».

Récemment, il a d'ailleurs précisé qu'il était pour des « relations d'amitié » avec l'URSS sur la base de la non-ingérence.

Formule vague en égard aux intrigues soviétiques actuelles.

Trois événements ont eu lieu presque simultanément :

Le Parti Toudeh (pro-soviétique) a lancé un appel à la lutte armée.

Dans les rues de Téhéran, il a organisé une manifestation de quelque 10 000 personnes.

A Moscou, la presse a pris ses distances par rapport au Shah et a attaqué la presse occidentale qui, selon elle, calomnierait Khomeiny. L'agence *Tass* a d'ailleurs été la première à saluer en termes chaleureux le retour de l'ayatollah à Téhéran.

Main coupée

Le clergé chiite représente les intérêts de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie iranienne. Comment à l'avenir répondrait-il aux exigences des masses populaires qui vivent dans la misère ? La question se pose déjà.

Les conseillers de Khomeiny ont répété, que dans la république islamique qu'ils souhaitent, la « loi islamique » serait appliquée rigoureusement.

Cette loi, adoptée du temps de Mahomet, est des plus barbares. Si on vous prend à voler, on vous coupe la main...

Sombre présage

D'après la radio, Khomeiny a refusé la présence des hôtesses de l'air d'Air France dans l'avion qui le ramenait en Iran. Motif : elles n'étaient pas voilées.

Sombre présage pour l'émancipation de la femme.

Questions

La politique dite de « modernisation » du Chah a, cela est sûr, plongé le peuple dans une misère noire : les 3,5 millions de chômeurs actuellement en Iran l'indiquent bien.

Mais Khomeiny, que propose-t-il ? Sa république islamique ne risque-t-elle pas de plonger le pays dans une période d'obscurantisme noir guère meilleure que la dictature sanglante du Chah ? Et qu'en serait-il de l'indépendance du pays ? La hiérarchie religieuse saura-t-elle résister aux pressions des supergrands, et particulièrement de l'URSS ?



Le peuple d'Iran a salué massivement le retour de Khomeiny. Pour le puissant mouvement populaire d'opposition au Shah, Khomeiny, opposant de longue date aux Pahlevi, fait figure de symbole et c'est la raison du soutien dont il jouit.

Le problème, c'est de savoir ce qu'il va faire maintenant Khomeiny.

Le *Midem* vient de fermer ses portes à Cannes où il s'est tenu du 19 au 26 janvier. C'est le marché international du disque et de l'Edition musicale. 5 550 participants de 51 pays et 1 340 sociétés phonographiques s'y retrouvaient. La première manifestation, organisée en 1967 par B. Chevry, réunissait 900 participants de 27 pays et de 349 sociétés seulement. A Cannes, au palais du festival, sur la Croisette et dans les restaurants se rencontrent les professionnels du show business du monde entier, des USA, des pays de l'Est, d'Amérique latine, du Japon, de Hong-Kong, de l'Inde, du Liban et de Singapour.



Disco, business et nouvelle chanson



A l'inverse du festival cinématographique de Cannes, il n'y a aucune présélection, aucune compétition artistique, le *Midem* est avant tout un marché où chacun vient avec ce qu'il veut pour vendre ou acheter ce qui l'intéresse.

Mais il a cependant un rôle de promotion au niveau international. Ainsi, c'est au *Midem*, il y a trois ans que le disco a été lancé. Elton John est passé au *Midem*, ce qui lui a permis d'être connu dès ses débuts. Pays, sociétés, producteurs, chacun organise ses galas. Cela contribue à l'échange, mais aussi à l'uniformisation des styles et des musiques, à une standardisation. L'organisateur et créateur du *Midem*, Bernard Chevry, avoue lui-même la forte prédominance anglo-saxone.

De plus en plus, les chansons doivent être dansantes. La mode des chansons, le style des chansons, ce sont les discothèques (les boites de nuit) et les radios qui l'imposent. On danse maintenant sur ce qu'on écoute à la radio. Les bals (il y en a 180 000 en France) ont perdu leur musique spécifique.

Dans les recettes de la SACEM, les discothèques dépassent maintenant les bals. De fait, les juke-boxes ont eux aussi perdu le rôle moteur qu'ils avaient dans la diffusion des modes. Un tremplin, la télévision avec ses nombreuses émissions de variété dont Numéro Un, Les Rendez-vous du dimanche, Le Grand échiquier, Top Club, etc. ne fait qu'amplifier ce phénomène créé par la radio.

Tubes, idoles et managers

Les chansons programmées ne sont pas innocentes. Comment sont-elles fabriquées, lancées, matraquées, à qui profitent-elles, qui est derrière les idoles ? On peut distinguer quatre courants dans la chanson en France actuellement. La chanson à rever, la chanson à danser, le disco, la nouvelle chanson et enfin la chanson différente ou progressiste.

La chanson, ça rapporte beaucoup à quelques gros qui maitrisent le processus de lancement de promotion et d'exploitation des chansons de bout en bout. Mais ils ne lancent pas n'importe quoi. Il faut, en règle générale des chansons qui endorment (pour s'évader ou rêver. Ecoutons l'ex-associé de Claude Carrère (directeur artistique de Sheila — cinq cents millions de francs de rapport par an), il préside à la destinée artistique de Carène Cheryl : « *Pour Carene, j'ai fixé une direction résolument optimiste. Mais on écoute très peu les textes. Je ne vais pas dire que c'est parce qu'ils sont plats. J'en suis l'auteur. Mais c'est des chansons pour apporter un peu de bonne humeur aux gens qui se lèvent tôt et qui ont eu la bonne idée d'acheter le disque* ». Il parle de Carène Cheryl et de son lancement : « *L'important, c'est de trouver sa*

➔

(Suite de la page 25)

couleur... Ce qui est bien avec elle, c'est qu'elle est malléable... De toute façon, les filles ça doit être pur et sensible, c'est comme ça ; pour elles, Carène doit être une amie et une confidente. »

Les magnats du show business se préoccupent particulièrement des filles : elles effectuent 70 % des achats de disques. « *Tout va bien, Prends ma main, Ceque l'on n'a pas on l'aura demain* ». Résultat, 400 000 disques à 18 ans, de très bons scores dans le disco actuellement. Voilà ce que Carène dit d'elle-même : « *Je chante des chansons anti-déprime qui font oublier que le ciel est trop souvent gris. Ce qui intéresse les filles, c'est les histoires d'amour* ». Elle avoue : « *Je gomme une grande partie de ma vie personnelle. Mémé* (nom familier de Erbart, son imprésario) *téléphone tous les soirs chez mes parents pour savoir si je suis bien rentrée.*

Rêver et faire rêver : c'est le maître-mot de tout ce monde très fermé qu'est le show-business.Vlyne Buggy, parolière de Carène Cheryl et de beaucoup d'autres chanteurs dont Hallyday et Sardou : « *Ce que veulent les jeunes aujourd'hui, c'est oublier ce que disent les parents, oublier le pétrole, l'avenir, ce qu'ils désirent, c'est s'identifier aux vedettes.* » Les éditeurs ou les directeurs artistiques proposent une musique et les paroliers créent un texte en fonction de la personnalité et du créneau de l'artiste : « *De toute façon,* dit Vlyne Buggy, *le contenu des chansons, ça n'a pas d'importance. Tous ces jeunes, on les fait rêver, c'est tout (...) Une chanson, c'est seulement trois minutes d'oubli* ». Le milieu du showbusiness, cette grande machine à faire rêver, est très puissant, il impose ses produits non seulement par le matraquage à la radio et à la télé, mais aussi par le cinéma, il suffit de compter le nombre de films disco, et par la presse de jeunes dite aussi presse à idoles : « Hit », « podium » « OK. Magazine », « Salut les copains », etc.

Des exceptions rares

On a d'heureuses surprises en écoutant la radio, mais elles sont rares. Certains chanteurs du show-business interprètent parfois des chansons qui reflètent des aspects de la réalité et de la vie sociale, ainsi la chanson d'Eddy Mitchell, « *Il ne rentrera pas ce soir* » évoque un cadre licencié à cause du rachat de sa boîte par une firme multinationale. En 1960, Mitchell chantait « *Rien n'est à toi ; Tu ne vaux pas un seul centime, Tout appartient à la société anonyme* ». Julien Clerc vient de composer une chanson contre la peine de mort. La chanson d'Aznavour sur Paris (« *Paris Front populaire ; Paris barricades ; Paris poing fermé* ») constitue une rare exception dans son répertoire. Récemment, la chanson « *Les Etrangers* » de Macias sur les travailleurs immigrés était 6e au hit-parade. De même, on entend souvent la chanson de « *Lily* » de Pierre Perret sur une travailleuse immigrée des Somalis. Mais ces chansons sont très rares et hélas exceptionnelles dans le répertoire de leurs auteurs.

Le disco



Comme son nom l'indique, ce courant est parti des discothèques. En tête de tous les hits-parades, on trouve les chanson discos en anglais. On le reconnait à son rythme carré dont chaque temps est lourdement appuyé par la batterie. Il se caractérise aussi par l'emploi généralisé du synthétiseur. Il est dérivé de la Soul-Music. Il s'est imposé rapidement sous l'impulsion des magnats du show-business, dès 1978 au Midem. La promotion du disco, au lieu de se faire comme de coutume par les radios, la télévision et les journaux s'est faite par une gigantesque promotion dans les discothèques. Ce fut une tornade.

Depuis les années soixante, avec la Beatlemania, on n'avait plus vu ça. Le monde entier est atteint par la discomania. Même en URSS, où la venue de Boney-M a provoqué de véritables scènes d'émeutes six jours de suite. On compte 3 500 discothèques dans toute la France. Il en sort de terre chaque jour. Au 20 janvier, deux millions de Français ont acheté le double album de *La Fièvre du samedi soir.* Dans le monde, c'est trente millions de disques de Travolta qui se sont vendus. Le French Sound, ainsi s'appelle le disco français aux USA. Il a réussi sa percée sur le marché international. Le groupe Cerrone est actuellement numéro un dans les discothèques américaines. Il a vendu un million de disques.

Karen Cheryl aussi est bien placée sur le marché international. Le disco, ça marche. Cette réussite est due autant à la qualité de la musique qu'à la férocité des magnats du show business.

Le 33 tours en chiffres

Cerrone, 1er album : 300 000 exemplaires ; Cerrone, 2e album : 200 000 disques (deuxième meilleur album vendu au cours de l'année).

Depuis ses débuts, Sheila a vendu 25 millions de disques, l'Etat a réalisé 700 millions de francs d'impôts sur la chanson en 1975.

Chaque animateur de radio reçoit en moyenne 8 000 disque par an. 80 % des professionnels de la chanson sont au chômage. Il existe deux syndicats de chanteurs le SFA affilié à la CGT et le SYNAPAC affilié à la CFDT. Il existe aussi une association « *Prospectives-chansons* » qui regroupe les nombreuses associations qui se sont créés récemment et qui refuse la loi du show business.

Disco 1000, Stop ou encore et Hit-parade

Il s'appelle André Torrent ; sa voix est familière à des millions de jeunes. Il anime le Disco 1 000 de RTL. Tous les soirs, il refait le classement des chansons selon les coups de téléphone des auditeurs. *Les Entrées possibles*, ce sont les chansons qui ont leur chance d'être admises au classement. « *C'est la démocratie directe* », affirme A. Torrent. Mais il faut savoir que sur le million d'auditeurs qui écoutent l'émission de A. Torrent, seulement dix mille personnes — soit 1 % — téléphonent pour donner leur pronostic. On peut dire que la grande majorité est silencieuse. Le 1 % d'auditeurs qui téléphonent est, de fait, obligé de choisir parmi les disques matraqués dans la journée par la station qu'ils écoutent. En fait, le hit parade se fait dans les studios, lors de la diffusion des chansons. Une enquête faite en 1977 démontre que sur six mois d'antenne, on a enregistré 5 691 passages de quinze chansons seulement sur *Europe 1, RTL et RMC*. Les trois premières ont totalisé à elles seules 1 700 passages (elles sont toutes trois américaines). Le PDG de la SOFIRAD (Société d'Etat qui contrôle toutes les stations de radio) reconnait lui-même « *le matraquage forcené de certains airs du hit parade est une réalité* ». Sur 150 à 160 chanteurs professionnels, 110 ne passent jamais à la radio. Après un tel matraquage comment parler du libre choix dû au bon goût des auditeurs ? Il faut savoir aussi que *Europe 1, RTL, RMC* ont leur propre maison de disques. C'est un des facteurs qui expliquent le passage répété de certains disques sur les ondes. La FNAC réapprovisionne ses rayons de disques le lendemain des émissions de Chancel au *Grand échiquier*, les hypermarchés à la suite des émissions de Guy Lux. L'importance de la chanson à la radio s'explique par la volonté du pouvoir d'imposer en douceur une certaine forme de pensée à la jeunesse, mais aussi par l'énorme marché de consommateurs que représentent les jeunes. Ainsi *Baskett* est truffé de publicités réservées aux 13-17 ans.



Ils chantent la réalité

Il existe tout un courant de chanson, qui passent surtout par un circuit, dit parallèle, les MJC, les fêtes, galas, meetings. Certains les appellent les « dissidents » du show-business.

Ils se sont regroupés dans des maisons de disques qu'ils animent eux-mêmes, comme l'Escargot avec Michel Bühler ou François Béranger. Le groupe des disques l'Escargot diffuse très bien ses disques, il emploie neuf personnes. Il semble bien que ce développement corresponde aux besoins d'un public qui ne se retrouve pas dans la chanson de variétés, d'un public qui aspire à une chanson plus proche de la réalité. En effet, ces chanteurs qui ont pour nom Béranger, Servat, Bühler, Claire, Imago, dans des chansons au style populaire moderne et entrainant abordent les problèmes que rencontrent tous les jours les travailleurs.

Avec eux, c'est la réalité de la vie qui entre dans la chanson. On ne les entend jamais à la radio et malgré cette censure, leur public se développe. Béranger vend 60 000 disques par ans : c'est par centaines que les jeunes et les moins jeunes se précipitent pour les entendre dans les galas et les fêtes.

Souchon, Renaud et les autres

A côté du disco, de nouveaux chanteurs sont venus apporter une bouffée d'air frais. Ils sont toute une pléiade. Ils ont accès aux mass média. Un des plus connus : Souchon. Il a à l'Olympia en ce moment. Il se pose comme l'antistar, non-conformiste et mal assuré : « *Maman comment tu m'as fait, j'suis pas beau* » ou bien « *carrément débile, j'trouve pas mon style* ». Ces musiques sont toujours d'une grande richesse. Dans « *Poulailler Song* », Alain Souchon dénonce le racisme. Ses musiques sont signées Laurent Voulzy. Ce dernier passe en ce moment à l'Olympia avec Souchon.

Il s'est rendu célèbre avec « Rock Collection », évocation musicale des succès de ces dernières années. Il donne l'impression d'être un peu paumé dans une société où tout n'est pas bien à sa place, ce qu'il chante dans « *Paris-Strasbourg* »

« On n'*apprend pas nos chansons dans les écoles, on n'entend pas nos refrains dans les boulevards* », *chante Yves Duteil*. Et puis il y a Renaud. Ses chansons racontent les banlieues et les jeunes qui y vivent. Il pose dans ces chansons les problèmes que rencontrent les jeunes révoltés.

Ces chanteurs ont en commun, la recherche d'une forme nouvelle. Ils se sentent plus proches de Brel, Brassens et Ferré que du disco. Ils utilisent la rumba, le mambo pour Souchon, le tango, la valse musette pour Renaud, la tarentèle et la polka pour Duteil. Ils chantent le malaise qu'ils ressentent individuellement.

Dans le monde du show-business

Le directeur artistique : employé par la firme de disques. Il assiste le chanteur dans toutes les étapes de la fabrication du disque du choix du texte à celui de la pochette.

L'impresario : c'est l'intermédiaire entre l'artiste qui lui a confié ses intérêts et les directeurs de salle, il organise les tournées et épluche les contrats. Il retient au moins 10 % sur les cachets de la vedette.

Le producteur : il finance le disque, enregistrement, pressage et promotion, c'est une personne indépendante ou une maison de disques.

Le distributeur diffuse le disque auprès des magasins, moyennant 35 % du prix de gros hors taxe, payé par la maison de disque.

L'attaché de presse est chargé des contacts de l'artiste qui l'emploie avec la télévision, la radio, les journaux, il fournit des informations, organise des interviews.



«HOLOCAUSTE»

Une série qui a secoué l'Allemagne

13 millions de spectateurs ...

« Série dramatique pour la télévision », ce film américain, après les USA, la Grande-Bretagne, Israël et la RFA, va être diffusé sur les écrans français, dans le cadre des « Dossiers de l'écran », sur Antenne 2, à 20 h 30 les mardi 13 février, dimanche 18, dimanche 25 et mardi 27 février.

Sa sortie en Allemagne a suscité de violentes réactions des nostalgiques du nazisme : deux attentats à la bombe ont détruit partiellement l'émetteur de Coblence et une tour de télécommunications près de Munster. Il a fallu mettre sur pied un gigantesque appareil policier (comprenant l'usage d'hélicoptères) pour garder stations d'émission et synagogues... Sans nul doute, sa sortie en France va aussi provoquer des réactions antisémites. Qu'on se souvienne des déclarations à *l'Express* de Darquier et de celles de Faurisson, de la faculté de Lyon sur les chambres à gaz, de l'incendie récent de la synagogue de Drancy. Qu'on n'oublie pas en outre que des antisémites notoires ont pignon sur rue. Pour ne citer que trois des plus célèbres : René Bousquet, ancien secrétaire général de la police de Vichy, ex-administrateur de la banque d'Indochine : Joannes Ambre, maire-adjoint « sans étiquette » de Lyon ; Robert Hersant, ancien dirigeant de *Jeune front*, filiale du Parti français national collectiviste, actuel super-patron de presse...

La réalité du génocide juif est elle-même estompée : « *Le journal d'Anne Frank* » date de trente ans et malgré la retransmission fréquente de « *Nuit et brouillard* », le chiffre de plus de 6 millions de juifs exterminés semble invraisemblable à la grande majorité de nos contemporains. Par ailleurs, une trop facile bonne conscience de l'opinion française, malgré des films comme « *Le chagrin et la pitié* », malgré la série télévisée sur « *L'affaire Dreyfus* », rejette la responsabilité de l'antisémitisme et du génocide sur la ... seule Allemagne...

D'où toute l'importance des débats proposés par notre télévision. Mais même si on leur accorde le mérite de rafraichir les mémoires, nous nous devons d'être vigilants sur certains aspects négatifs, voire manipulateurs d'un film réalisé – ce n'est pas un hasard – par Marvin Chomsky, qui s'était déjà illustré par la série « *Racines* » et... « *Le raid sur Entebbe* ».

Ebert, de la « Bayerische rundfunk » en a dénoncé le « *caractère grossièrement raccoleur et mystificateur* » (*Le Monde* du 23 janvier). Ainsi, la NBC américaine proposait, comme question à suggérer aux groupes lycéens et étudiants de discussion collective : « *Expliquez l'importance d'un État juif fort et solide en Israël dans un monde de post-holocauste* »...

Ce que ne dit pas le sujet : est-ce qu'on doit pratiquer l'oppression raciste parce qu'on la subit ?

Classée dans les « documentaires dramatiques » (interprétations imaginaires d'événements réels), elle a été en effet traitée comme une super-production : 150 acteurs, 1 000 figurants, près de 150 000 F de l'heure télévisée... , et avec un métier remarquable. « *Toute la France va pleurer* » nous dit *L'Express* (qui est d'ailleurs à l'origine d'une proposition de souscription pour acheter le film).

Cela ne risque-t-il pas de faire passer un peu facilement les objectifs prosionistes du réalisateur ?

Au nombre des invraisemblances, entre autres, le mariage entre un juif et une chrétienne en 1935, deux ans après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, dans une atmosphère relativement détendue. Un des jeunes héros juifs quitte l'Allemagne, sac au dos, tels les fervents américains de la randonnée pour se retrouver en Tchécoslovaquie, y rencontrer Héléna, acquise au sionisme, et continuer avec elle son périple pédestre... Les relations à l'intérieur de la famille juive sont vu.. suivant les normes américaines...

... 10000 coups de téléphone après l'émission



Pendant tout le film, la grande masse des juifs pauvres ne forme qu'une toile de fond. Les débats dans la famille pour décider s'il fallait ou non quitter l'Allemagne sont vraisemblablement ceux qu'ont pu avoir la couche juive riche, de la grande bourgeoisie qui pensait que la situation n'empirerait pas. Mais ce type de débat, faussé par le pouvoir que donne la richesse ne pouvait s'offrir aux travailleurs et paysans pauvres qui (surtout en Pologne) n'avaient aucun moyen de fuir.

Les seuls résistants juifs contre les nazis sont présentés comme des sionistes convaincus : rien sur les milliers de Juifs qui ont combattu dans les rangs des maquis d'Europe centrale ou dans ceux de l'Armée rouge. Les seuls partisans qu'on rencontre en URSS sont des juifs de Kiev : encore sont-ils traqués par les Ukrainiens...

Les nazis sont de leur côté représentés d'une façon conventionnelle, schématique. Tous les clichés traditionnels réapparaissent, de l'officier musicologue à l'arriviste. Les tentatives d'aller plus loin en montrant les contradictions dans les rangs nazis sont noyées dans la recherche de prétextes à intrigues secondaires.

Finalement, il est peut-être trop tôt pour juger si la sortie de cette série est principalement positive. A coup sûre, va-t-elle de toute façon susciter des débats passionnés. Faisons en sorte qu'on n'y confonde pas la dénonciation de l'antisémitisme avec la défense du sionisme. N'oublions pas non plus que l'Allemagne ne porte pas seule la responsabilité du génocide.

Une militante marxiste-léniniste d'origine israélite.

Cette contribution a suscité une discussion au sein du comité de rédaction qui a décidé d'organiser un table ronde sur le thème « Antisémitisme et antisionisme ».

CULTUREL — En bref... En bref... En bref.... En bref.... En br

Cinéma

Bako, un film à voir

Un jeune africain quitte son village du Mali, frappé par la sécheresse, pour gagner la nourriture des siens. Il part à Bako ; « Bako », cela veut dire « l'autre rive » en Bambara, cela désigne Paris, un Paris mythique qui n'a rien à voir avec la triste réalité. C'est cet espoir de trouver du travail et du pain qui le fait tenir, il en a besoin. Il doit traverser toute l'Afrique jusqu'au Sahara occidental afin de s'embarquer pour l'Espagne et passer la frontière par les Pyrénées. En 10 ans, 1 000 travailleurs d'Afrique noire ont trouvé la mort au cours du voyage soit à cause de la tuberculose ou d'épuisement.

Le film est très puissant, il montre avec force le tragique voyage des travailleurs clandestins. C'est un film qui accuse le système impérialiste.

«Le Peuple français», revue d'histoire populaire

Le N° 5 est sorti

Ce numéro est très complet. On y trouve un article sur la Commune de Marseille en 1870, un premier volet de l'histoire de l'enseignement primaire développé par le Clergé dans les campagnes dès le XVIIe siècle, comment les travailleurs ont riposté aux mesures d'austérité de Laval, l'expansion des mines à Montceau sous la poigne des capitaines d'industrie et les premières luttes des mineurs. Dans la rubrique vie quotidienne, un dossier sur les luttes des paysans normands pour conserver les étangs communaux, les luttes des petits viticulteurs de Champagne contre les gros propriétaires et négociants. Enfin, un premier article sur le Vendée à la veille de la Révolution. Un numéro très varié dans un style vivant et simple.



Les juges croquent la justice et ils ont la dent dure

Pour fêter leurs 10 ans d'existence, les juges du Syndicat de la magistrature ont décidé de s'offrir un beau cadeau : un livre de petits dessins. Ces caricatures réalisées par les juges, critiquent le système judiciaire français, la justice exercée au service de la bourgeoisie contre les travailleurs. De très belles caricatures qui font mouche à tous les coups.

MIEUX VAUT EN RIRE

Les autorités tchécoslovaques ont lancé une nouvelle série de timbres à l'effigie de Husak. Mais elles ont vite dû les retirer de la circulation : les timbres ne collaient pas. Il faut dire que les gens crachaient sur le mauvais côté.

Le numéro un est-allemand, Honecker, roule en voiture dans la campagne, avec son chauffeur. Devant une ferme, la voiture écrase un cochon. Honecker va voir les paysans pour s'excuser. Mais il en revient vite, pourchassé par une grêle de projectiles les plus divers...

La voiture poursuit sa route. Devant une autre ferme, elle écrase à nouveau un cochon. Cette fois-ci, Honecker envoie son chauffeur s'excuser...

Au bout de trois heures, le chauffeur revient, franchement pompette : on lui a donné à boire, à manger, on l'a fêté.

« Et pourquoi cela ? » demande Honecker.

– Je ne sais pas, répond le chauffeur. J'ai simplement dit : « Je suis le chauffeur de Honecker. Le cochon est mort ».

NOTES DE LECTURE

- Quelques livres récents sur l'Europe de l'Est
- 4 témoignages de première main pour mieux comprendre







Le 4 février 1975, Jiri Pelikan, ancien membre du Comité central du Parti communiste de Tchécoslovaquie, destitué de ses fonctions et déchu de sa nationalité après 1968, a reçu un colis piégé. Ce jour-là, il a décidé d'écrire ses mémoires, pour témoigner, au cas où...

Sa vie a été mouvementée. Entré à l'âge de 16 ans au Parti communiste, en 1939, il a participé à la résistance antinazie. Il a ensuite été président de l'Union des étudiants tchécoslovaques, puis de l'Union internatinale des étudiants — et cela lui a fourni l'occasion de rencontrer nombre de personnalités de notre époque : il a été, comme il écrit, « chez Mao et chez les autres ». De 1963 à 1968, il a été directeur de la télévision tchécoslovaque et il a soutenu activement le processus de démocratisation engagé par Dubcek — ce qui lui a valu de devenir la « bête noire » des Soviétiques. Actuellement, il dirige, en exil, l'opposition socialiste à l'occupation.

C'est tout cela qu'il nous raconte... mais pas seulement. En même temps, il s'interroge sur le socialisme, sur ce qu'il ne doit pas être et sur ce qu'il pourrait être. On notera dans ce cadre des réflexions fort intéressantes sur Cuba — comme exemple négatif — et sur la Chine, en qui Pelikan voit le seul pays qui exige régulièrement le retrait de la Tchécolovaquie, et aussi le seul pays où ait été sérieusement posé le problème de la lutte contre la dégénérescence du socialisme.



D'origine ouvrière, résistant pendant l'occupation nazie, Sandor Kopacsi a été préfet de police à Budapest de 1952 à 1956.

Cadre du Parti communiste hongrois, nommé au Bureau politique le 30 octobre 1956 — alors que c'est la guerre civile à Budapest — son cœur bat du côté des insurgés, que les dirigeants soviétiques traitent de « contre-révolutionnaires », mais en qui il reconnait des ouvriers, comme lui et son père. Le 4 novembre, les chars soviétiques interviennent pour établir l'ordre. Kopacsi est arrêté, traîné dans une prison soviétique, menacé par le chef du KGB d'être pendu « à l'arbre le plus haut de Budapest », puis condamné finalement à la prison à vie. Amnistié en 1965, il vit depuis 1975 au Canada.

Son livre n'est pas une analyse des événements de l'automne 1956 en Hongrie. Kopacsi ne dit pas tout, cela est sûr. Il nous livre simplement son témoignage de dirigeant engagé dans l'action sur ce qu'il a vécu. Et que d'éléments nouveaux il apporte à notre connaissance de cette période — notamment sur les ingérences de l'Union soviétique dans les affaires intérieures de la Hongrie après la guerre.

En bref, un livre intéressant qui apporte de nouveaux éléments sur des événements complexes.

Karel Kaplan a travaillé pendant de longues années au secrétariat du Parti communiste de Tchécoslovaquie et notamment, à la commission chargée de réexaminer les procès des années cinquante, au terme desquels onze dirigeants éminents du Parti furent envoyés à la potence et quantité d'autres en prison.

Son livre, c'est le récit de sa recherche patiente et méthodique de la vérité. Sa conclusion est nette : à son avis, les procès ont été montés de toutes pièces par les Soviétiques pour asservir politiquement la Tchécoslovaquie...

Actif partisan du « Printemps de Prague » (1968), Kaplan a été ensuite exclu du Parti, il est retourné travailler en usine et il décrit aussi dans son livre l'état d'esprit de la classe ouvrière qui, aujourd'hui, hait autant l'Union soviétique qu'elle l'aimait après la libération de 1945.

VELJKO MICUNOVIC
Journées de Moscou

C'est là le carnet de bord de l'ambassadeur de Yougoslavie à Moscou de 1956 à 1958. Tenu au jour le jour, il nous fait pénétrer dans les plus hautes sphères de la direction soviétique, il nous fait assister aussi aux entretiens secrets Tito-Krouchtchev juste avant l'intervention soviétique en Hongrie le 4 novembre 1956, etc.

« Journées de Moscou » est véritablement un document de première main pour qui s'intéresse de près à ces deux années si décisives pour l'avenir du Mouvement communiste international.

Précisons enfin que les autorités soviétiques ont tenté d'en empêcher la publication...



Dénoncer les points faibles de l'ennemi

(suite de la page 3)

25 ans, animateur (socio-culturel) :

Je vois surtout du positif : les dossiers, les reportages avec interviews, c'est vraiment très bien.

Je vois plus précisement un petit truc qui ne va pas du tout à mon avis et à celui de trois lecteurs avec qui j'ai essayé, ce sont les mots croisés. Je ne suis pas fortiche aux mots croisés. J'y joue une fois de temps en temps, entre autres avec des jeunes du foyer où je travaille.

Je crois qu'il y aurait moyen de proposer des mots croisés plus éducatifs, plus instructifs, disons, avec des définitions (bien sûr y compris de l'humour, des jeux de mots) qui intéresseraient plus les travailleurs, qui porteraient par exemple su l'histoire du mouvement ouvrier, sur les droits syndicaux, sur l'économie, ou même centrer un mot croisé sur un thème : un pays par exemple ou un métier... Bref, des mots croisés plus politiques.

Je sais bien que ça ne doit pas être évident à faire, mais je crois que ça vaut le coup.

Oui, pour le dossier. Pour le nombre de pages, ça dépend ! Faudrait faire peut-être des dossiers plus dans le coup de la bataille, de l'emploi pour tous.

C'est bien, comme vous l'avez déjà fait, de rapporter des expériences de luttes menées par le passé — surtout quand elle gagne !

Comment l'unité s'est construite, comment la section syndicale a rassemblé le maximum de gens... et le Parti.

Le raconter très concrètement : les embûches de la direction, les hésitations ouvrières, comment on a fait le tract... et la résistance quotidienne dans l'usine à l'exploitation, une affaire individuelle ? Une unité qui se forge ?

J'insiste sur le concret, parce que rien qu'à voir les chiffres, il n'y a pas tant de syndiqués que ça.

La plupart manque d'expérience de luttes...

Si je parle de tout ça, c'est pour qu'on insiste plus là-dessus.

Pas seulement dénoncer ce qui ne va pas, les bourgeois, le PC, le PS, les directions syndicales mais montrer qu'il y a moyen de changer tout ça, que l'ennemi a des points faibles, qu'il y a moyen de s'organiser, sans partir battu d'avance. Publier des récits concrets de la mise en route de ces luttes. Faire connaitre les droits minimaux existants.

LE FRONT CULTUREL :

— Justement, si c'était possible de publier en feuilleton par exemple des *extraits* de romans ou nouvelles qui chantent la lutte pour la dignité de l'homme, contre l'exploitation de l'homme par l'homme, pour l'unité des exploités, qui montrent des héros populaires. Il y a divers moyens de regonfler le moral, d'acquérir des connaissances, c'en est un fameux.

Exemples : Pavel et ses amis dans l'« Acier fut trempé ». Le jeune mexicain qui bosse pour payer des fusils à la révolution (pour la révolution mexicaine — Jack London dans « Les temps maudits » en 10/18) ; des épisodes de la « Mère » de Gorki ; la série des Rebelles de Chabrol.

Le problème, c'est que ça doit coûter cher. De toute façon, il faut continuer (même avec plus de détails) à présenter et conseiller des lectures dans le journal (comme aux fêtes).

Enfin, parmi les amis, les camarades et ceux qu'on ne connait pas, je suis sûr qu'il doit y avoir des gens qui écrivent de ces choses, et qui ne demanderaient pas mieux que d'être publiés.

On pourrait lancer un appel ?

— Le dessin : ce que fait Sylvestre dans le quotidien, c'est vachement bon. Il faudrait pouvoir camper un ou deux personnages ouvriers à qui il arriverait des aventures qui nous arrivent à tous, avec de l'humour, bien entendu.

A partir de trucs qui arrivent à l'usine, avec le patron, avec le contremaître, avec nos camarades, à la même temps, ça remettrait en place des mauvaises idées qui traine (ça serait trop long à développer) : le racisme, par rapport aux femmes, l'individualisme, le défaitisme... Avec notre personnage, on parlerait de l'unité, du combat' etc...
(Je pense entre autres à la petite bande dessinée qu'il y avait dans « Vent d'Ouest »). Au rassemblement de février 1976, il y avait un tas de bons dessins de ce genre sur les murs. Pourquoi ne pas les publier ?

Je suis tout à fait pour la rubrique télé. Ça permet de choisir ou d'en inviter d'autres à regarder telle émission plutôt qu'une autre...

Autres rubriques : il manque encore des articles réguliers sur des problèmes comme la pillule par exemple (il y en a un, il y a une paire de numéros, même s'il était court, il le fallait).

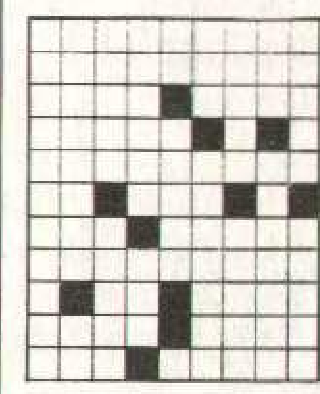
Sur la médecine : le scandale permanent en France, ce que sera la médecine au service du peuple).

Sur les problèmes particuliers des femmes : les salaires différents, le partage des tâches, la pornographie, la garde des enfants, etc.

Sur le logement : faut venir à Roubaix, d'un côté les HLM CIL cher et mal chauffé.

Jean Maurice LILLE.

DU MONDE ENTIER A LA CROISEE DES MOTS
Jean Hardy



HORIZONTALEMENT : I - Durée de mandat. II - Rongeais son frein. III - Ivre - Broya. IV - Coup de crayon. V - Telles, elles subissent la poussée d'Archimède. VI - Note. Marin la plupart du temps. VII - Lettre grecque. Sa clef n'est pas dans la poche. VIII - Excitées. IX - Adverbe - Préposition. X - Blanche quelquefois. Peut être classé. XI - Parcourus - Accueillis chaleureusement.

VERTICALEMENT . 1) Plus de cœur que de raison ? 2) Peut sortir de n'importe quelle bouche - Petit cours. 3) Roi de Troie - Parfum. 4) A sec - Belle bonne ou de esprit. 5) Mer grecque (épelé) - Suspension. 6) Politique économique des premiers soviets Comme une poule pour appeler ses petits. 7) Très petite - On le peut pour sa santé. 8) On en prend des pointes bien qu'il n'ait pas de piquants - Cordiale, c'est du passé. 9) Les nouveaux n'ont pas de couronnes - Crochets.

DENAIN 1906

Face à la violence des patrons

Aujourd'hui à Denain comme à Longwy les sidérurgistes comme les mineurs de 1906 ont riposté à la violence des maîtres de forges, du gouvernement Giscard-Barre qui veulent les licencier et lancent contre eux leurs flics.



« Les grévistes étaient arrivés de Denain, dans l'intention d'envahir la fosse d'Haveluy, où travaillent encore des mineurs. Un escadron de cuirassiers, commandé par le capitaine Hemmelin, se porte à leur rencontre pour leur barrer le passage.

Les cavaliers furent accueillis par une grêle de projectiles de toutes pièces. Ils furent obligés de se replier. »

L'Écho du Nord révèle que le commandant des cuirrassiers ne se montra pas particulièrement enchanté d'avoir dû battre en retraite :

« Cependant, bientôt, sur l'ordre de leur chef, les cuirassiers tentaient de nouveau de refouler les grévistes, de plus en plus menaçants. Il en résulta une forte collision au cours de laquelle cinq grévistes restèrent aux mains des cuirassiers qui avaient mis pied à terre et formaient le carré car les chevaux sous les projectiles se cabraient, désarçonnaient leurs cavaliers et partaient en une chevauchée furieuse à travers la campagne.

« La solidarité ouvrière n'est pas un vain mot ! Les grévistes ne purent admettre que cinq de leurs camarades restent prisonniers aux mains des cuirassiers. Ils décidèrent de les délivrer. L'Écho du Nord conte comment ils y parviennent : *« La colère des grévistes ne connut plus de borne, ils se ruèrent littéralement sur les cuirassiers pour reprendre les prisonniers. Ils y parvinrent après plusieurs assauts, et, victorieux, tournent le carré formé par les cuirassiers, ils pénètrent dans le village d'Haveluy ».*

Une lutte corps à corps

Les grévistes parviennent devant la fosse d'Haveluy. *« Devant la fosse, ils retrouvèrent les cuirassiers qui les attendaient de pied ferme. Les grévistes tentèrent de monter à l'assaut de la fosse, en franchissant les palissades et en escaladant les murailles qui entourent les dépendances. Impuissants à les refouler, les cuirassiers durent entrer en lutte corps à corps avec les grévistes. »*

Mais les grévistes qui déployèrent le plus magnifique courage et se battent comme des lions, ne tarderont pas à avoir le dessus : *« Il se passa là, devant la mine, la collision la plus sanglante que l'on ait à enregistrer jusqu'ici. Les grévistes lancèrent à la tête des cuirassiers tout ce qui leur tombait sous la main. Ils étendirent sur le sol le capitaine commandant l'escadron, un maréchal des logis et sept suirassiers. »*

Durant la mêlée, les cuirassiers firent encore plusieurs prisonniers, mais le commandant trouva qu'il était prudent de les relâcher aussitôt.

« Pendant que les blessés étaient transportés en lieu sûr, que le capitaine, la cuirasse défoncée, se traînait au téléphone pour demander du secours à Anzin, la lutte continuait de plus belle. Plusieurs prisonniers furent faits, à ce moment, mais en prévision de troubles encore plus graves, ordre fut donné de les relâcher. »

Lorsque la bagarre fut terminée, tout à l'avantage des mineurs, le commandement fit publier dans le journal *l'Écho du Nord* le résultat de la journée qui du côté des cuirassiers se résumait ainsi : *« Presque tous les cavaliers du 13e cuirassier, régiment caserné à Chartres, venu à Haveluy, ont été blessés ; plusieurs d'entre eux ont leurs chevaux hors de service – ceux-ci portent des blessures faites par des tessons de bouteilles et des pavés. Le capitaine Hemmelin porte des blessures au thorax, au crâne et a une oreille arrachée. La plupart des casques et des cuirasses sont hors d'usage ».*

De son côté, le *Réveil du Nord* du 21 avril divulgua que ce capitaine Hemmelin s'était signalé d'une façon toute particulière à l'attention des manifestants : *« Le capitaine avait donné l'ordre de charger, sans sommation, et sur son ordre, les gendarmes tirèrent plusieurs coups de feu sur les grévistes ».*

Telles furent les marches historiques accomplies par les mineurs en grève de Denain en avril 1906, sur Trith-Saint Léger et Haveluy.

Recherche effectuée par
Le groupe de presse du Nord.